

Le Réveil anarchiste

RÉDACTION et ADMINISTRATION
6, Rue des Savoises, GENÈVE

Parait tous les quinze jours
Le numéro : 15 centimes

Suspendre jusqu'à nouvel avis
tout envoi par mandat ou chèque postal

Société des Nations :

1935. Le pacte, tout le pacte, rien que le pacte.

1938. Tout sauf le pacte.

SUISSE et UNION POSTALE
Abonnement : Une année, fr. 5.—
Six mois, fr. 2.50

Utopistes et Scientifiques

Dernièrement *Le Travail*, dans un article consacré aux socialistes « utopistes » et leur opposant le fameux socialisme « scientifique », écrivait :

Il n'est pas étonnant que les socialistes de cette époque aient fait appel à toutes les classes sociales — y compris la bourgeoisie — pour substituer à un système de production généralisant la misère en même temps qu'il crée l'abondance, un système plus harmonieux et rationnel. C'est par philanthropie qu'ils s'intéressent aux ouvriers et non par sympathie pour une classe révolutionnaire. Faute de pouvoir distinguer encore les lois de l'évolution du capitalisme, ils en sont réduits à construire des utopies.

A part que ces « lois de l'évolution capitaliste » : misère croissante, prolétarisation des classes moyennes, phase pré-capitaliste excluant toute possibilité d'action, etc., n'ont en réalité servi qu'à déconseiller la révolution et à prôner le plus décevant des parlementarismes, bien propre à nous précipiter dans le fascisme, serrons la question de près en nous tenant strictement aux faits. Le socialisme de Front populaire ou des Lignes directrices n'est-il pas un socialisme inter-classes et non de lutte de classes ? Il y a quelque temps encore, le socialisme de Moscou était opposé au socialisme réformiste, mais aujourd'hui les staliniens sont grands partisans de la collaboration de classes et de la main tendue aux cléricaux et aux fascistes. Si la collaboration était une utopie, il y a un siècle, combien elle l'est davantage aujourd'hui, et néanmoins tous nos « scientifiques » ne prônent pas autre chose. Ce n'est pas comme à une classe révolutionnaire, mais moutonnière que les socialistes s'intéressent aux ouvriers, voilà l'amère vérité. Le socialisme espagnol s'est trouvé d'accord avec les staliniens et les bourgeois pour supprimer toutes les conquêtes de l'action directe révolutionnaire.

Malatesta disait fort bien que personne n'est tenu d'être révolutionnaire, mais ce qui est révoltant, c'est de s'affirmer tel alors qu'on craint par-dessus tout la révolution et on ne cherche qu'à la déconseiller et à s'y opposer.

Le hasard nous fait tomber sur une vieille coupure de *La Fédération horlogère*, organe patronal, qui en parlant d'un rapport de la Fédération des Ouvriers sur Métaux et Horlogers, relève ceci :

Le rapport signale les réunions de Berne de la F.O.M.H., tenues au début de septembre 1933 et où il fut décidé de supprimer dans les statuts les formules politiques, genre « lutte de classes ».

Le syndicalisme a ainsi retrouvé, dit le rapport, la simplicité et toute la beauté de sa mission économique et industrielle dans le monde du travail.

Après quoi certains savantes sont bien ridicules de prétendre opposer leur socialisme soi-disant scientifique au socialisme utopique d'il y a un siècle, lequel avait pour lui une indiscutable honnêteté, qualité qu'il est impossible de découvrir dans toute la politicaillerie d'aujourd'hui.

Ajoutons que chez les utopistes on découvre des aperçus frappants qui font entièrement défaut dans certains fatras baptisés scientifiques. Ainsi ces lignes de Charles Fourier :

Si vous voulez soustraire le grand nombre à l'oppression du petit nombre, cherchez l'art de corporer le grand nom-

La Franc-Maçonnerie

Nous n'aimons guère participer à un débat, lorsque les bons citoyens sont appelés aux urnes. Il se trouve alors des niahs ou des malhonnêtes pour nous reprocher de faire le jeu de celui-ci ou de celui-là, alors que nous ne sommes préoccupés que de faire ressortir la vérité et d'en préciser la signification. C'est ainsi que nous avons gardé le silence pendant toute la campagne pour ou contre la Franc-Maçonnerie, mais il s'est dit alors des choses qui méritent d'être relevées. Nous nous bornerons à cette conclusion d'un article du *Genevois* du 21 novembre 1937 :

C'est l'Eglise catholique qui estime, à tort, que la Franc-Maçonnerie est aréligieuse ou irréligieuse.

La Franc-Maçonnerie ne combat pas l'Eglise catholique, ni aucune église; elle respecte toutes les convictions sincères, toutes les confessions. Que pourraient d'ailleurs 4000 francs-maçons suisses contre la formidable puissance de l'Internationale catholique romaine?

A Genève, les lois d'exception édictées contre les catholiques l'ont été par Antoine Carteret, grand-père de Georges Oltramare, chef incontesté des jeunes antimaçons.

Par contre, ce sont des Francs-Maçons qui ont rendu au culte catholique romain ses églises, et aboli les lois d'exception. Les noms de ces francs-maçons sont connus de tous. Le Kulturkampf, en Suisse, a pris fin grâce aux efforts des radicaux francs-maçons, en particulier du grand citoyen Louis Ruchonnet.

On oublie le rôle apaisant joué par William Rosier, franc-maçon, ami intime de l'abbé Carry, dans les écoles publiques en matière de libertés confessionnelles.

Ce sont des francs-maçons, puis d'autres avec eux qui tolèrent, en Suisse, au mépris des articles formels de la Constitution fédérale, les ordres secrets des jésuites, l'établissement des couvents et la nonciature à Berne.

Que nos jeunes, bouillants — ils sont l'avenir — prennent garde. Dans les luttes confessionnelles fratricides qu'ils risquent de faire revivre, ils ne seraient pas les plus forts. Et la Suisse ne serait plus la Suisse.

N'est-ce pas que tout cela mérite bien d'être souligné et se prête à dissiper les illusions sur la laïcité de l'Etat suisse ? Procérons par ordre :

1^o Nous n'avons jamais compris le respect de toutes les confessions, puisque leur multiplicité même en démontre la fausseté. Les unes contredisent les autres, aucune ne saurait être considérée comme vraie, et l'on ne comprend vraiment pas pourquoi nous devrions respecter ce qui est faux. Il ne s'agit de persécuter personne pour ses opinions

bre et de lui donner une puissance active qui ne soit jamais déléguée.

N'est-ce pas là l'essentiel du problème de notre émancipation ? N'est-ce pas à cela que nous devons viser, afin de n'avoir plus à nous plaindre perpétuellement de trahisons, qui en somme ne le sont pas, car il est de toute évidence que les vues ne peuvent que changer avec les situations ?

Cette simple phrase résume au surplus la tendance de l'anarchisme. Elle illustre aussi la morale du fabuliste : notre ennemi c'est notre maître. Par toute délégation de puissance nous nous donnons un maître, un ennemi. L. B.

religieuses ou autres, mais de reconnaître le droit à combattre toute religion comme toute affirmation erronée. Qu'est-ce donc que cette prétention, parce qu'une idée ou une pratique revêtent le masque religieux d'en empêcher la discussion, sous prétexte de paix confessionnelle ? Toute science au monde ne progresse-t-elle pas à force d'examen contradictoires ? C'est trop commode, vraiment, d'avoir raison, en faisant un délit de toute critique contraire. Nous affirmons donc le droit d'être aréligieux ou irréligieux et de combattre toute croyance comme les religions combattent violenlement les incroyants.

2. L'Internationale catholique-romaine est reconnue comme une formidable puissance, mais nous devrions plier devant elle et son action la plus criminelle, comme en Espagne et dans tous les pays où elle réussit à implanter sa domination. D'où vient cette puissance formidable sinon du fait aussi d'avoir déserté sous prétexte de tolérance, la lutte qu'il fallait mener contre elle ?

3. Antoine Carteret était un religieux combattant avec le fanatisme propre à ses pareils un culte qu'il croyait faux, avec raison d'ailleurs. Somme toute, il était préférable à tous ces francs-maçons, protestants, libéraux, etc., pour qui la quiétude vaut bien une messe. Elle en vaut même deux, si le catholicisme sait défendre très adroitement leur intérêt de possédants.

4. Le Kulturkampf n'a pris fin que pour faire place à un redoublement du Klassenkampf. La défense du coffre-fort est autrement importante que la défense de la foi. Celéci n'est d'ailleurs défendue qu'en tant qu'elle défend celui-là. Même chez les croyants l'attachement aux choses de la terre est autrement grand qu'aux choses du ciel. Cela explique l'embrassons-nous de toutes les confessions entr'elles, alliance qui a surtout profité au catholicisme, la religion qui a le mieux su établir et maintenir toutes les servitudes.

5. Que les politiciens francs-maçons, surtout lorsqu'ils ont la direction de l'instruction publique, aillent bras dessous bras dessous avec les abbés, nous le savions déjà. Il n'en est pas moins utile d'en enregistrer l'aveu, soit pour tous ceux qui se font des illusions sur la solidarité laïcitaire, soit parce que cela explique mille petites entorses à la loi.

6. Avec ces entorses, l'organe maçonnique avoue trois violations de la Constitution fédérale, autre chiffon de papier, et pour comble il s'en vante. Oui, au mépris des articles formels de la Constitution fédérale, les ordres secrets des jésuites, l'établissement des couvents et la nonciature à Berne sont tolérés. Et personne, en Suisse, nous disons bien personne, ne s'avise de demander compte de leur parjure à ceux qui prêtent serment de respecter et faire respecter la Constitution fédérale. Voilà où nous en sommes arrivés, et nos socialistes scientifiques proclamant la religion affrare privée, laissent bel et bien qu'elle devienne de plus en plus affaire d'Etat et partant publique, sans toutefois la traiter comme telle, mais la considérant tabou.

7. On comprend dès lors la menace voilée par laquelle se termine notre citation. Ou laisser tranquilles les francs-maçons, ou ces derniers s'en prendraient aux jésuites, aux couvents et au nonce anticonstitutionnels.

Les cafards se le sont tenu pour dit, et c'est ainsi que lors de la votation, nous vîmes tel canton à majorité cléricale assurée repousser l'initiative pour la suppression de la Franc-Maçon-

La natalité en Suisse

La presse bien pensante a publié les lignes ci-après :

Un correspondant des Basler Nachrichten (3 août), pousse un cri d'alarme en constatant le recul du nombre des naissances en Suisse. Les chiffres qu'il donne sont tristement symptomatiques.

En 1900, la Suisse, avec ses 3,300,000 habitants, comptait environ 100,000 naissances annuelles.

En 1936, avec 4,150,000 habitants, il n'y en a plus que 65,000, alors qu'avec l'augmentation de la population il aurait dû y en avoir 120,000. D'où un déficit annuel de 55,000.

En 1900, pour 1000 femmes en âge d'enfanter, il y a 266 naissances; en 1936, il n'y en a plus que 131, moins de la moitié !

Le nombre des enfants en dessous de 15 ans est trop faible, il en manque 350 mille !

Or, la limitation du nombre des naissances se répercute sur l'économie publique. Il y a trop de gens qui gagnent et produisent, et trop peu qui consomment sans gagner (d'où chômage et sur-production).

C'est donc un devoir économique, patriotique en même temps qu'un devoir moral et religieux pour les époux d'avoir autant d'enfants que possible, et les pouvoirs publics doivent se préoccuper sérieusement de cette situation et s'efforcer d'encourager les familles nombreuses par des mesures législatives appropriées.

Depuis 1932, le nombre des naissances en Allemagne a augmenté de 300,000 par an !

Nous ne perdrons pas notre temps à réfuter le faux raisonnement par lequel on prétend que la crise est due à un manque d'enfants. Sans voir nullement dans le néo-malthusianisme le remède à tous les maux, nous croyons que la natalité chez les pauvres en Suisse est encore trop grande et qu'elle ne devrait pas en tout cas dépasser proportionnellement le taux des classes riches. A ceux qui ont le plus de moyens d'élever des enfants de... tirer les premiers.

Constatons qu'en Suisse où la propagande néo-malthusienne est presque nulle et d'ailleurs frappée par la loi, une forte diminution de naissances s'est produite spontanément. Quant à nous donner l'exemple de l'Allemagne et de sa natalité accrue, nos bons moralistes savent qu'elle est surtout un prétexte à expansions, agressions et guerres. C'est donc cela qu'ils souhaiteraient tout particulièrement !

Il nous souvient d'avoir lu que la natalité en France n'est pas inférieure à celle de l'Angleterre, et que si la population décroît en celle-là et s'accroît en celle-ci, c'est que la mortalité infantile française serait tout simplement effrayante. Nous n'avons pas de chiffres sous les yeux à cet égard, mais il est bien permis de dire aux repopulateurs qu'ils devraient, eux, à moins de faire preuve d'inconscience, pourvoir à assurer de bonnes conditions à tous ces enfants en plus qu'ils réclament.

Parlons que toute la moindre a voté comme un seul homme pour son maintien.

Ces explications étaient aussi nécessaires pour nos camarades de l'étranger et tous ces « hommes de la rue », niais et goûteux par définition.

Presse Espagnole

Nous avons traduit de l'organe de la F.A.I., *Tierra y Libertad*, les articles suivants qui laissent deviner la véritable situation de l'Espagne républicaine et les odieuses manœuvres auxquelles sont en butte nos camarades.

Pour toi, camarade...
Nous ne faisons pas de commentaires.

Nous l'avons déjà expliqué une fois. Dans l'accomplissement de notre devoir nous sommes forcés d'employer un langage spécial. Et souvent aussi un silence spécial. Un silence qui nous crève le cœur, mais qui est la condition imposée par les circonstances, afin que nous puissions continuer à écrire la semaine prochaine et les suivantes...

Y a-t-il un sujet essentiel exigeant une étude, un commentaire, une critique, pendant ces dix derniers jours ?

S'est-il produit un événement nous obligeant par son importance à formuler une critique, afin de signaler notre position ne correspondant en rien à la position des autres ?

Nous savons que plusieurs nous répondront, étonnés : « Oui, il y en a, amis de *Tierra y Libertad*. » Cela étant, ils cherchent dans les quatre pages de notre hebdomadaire à deviner quelques allusions aux problèmes de la plus grande envergure, mais c'est préoccupation vain et espérance déçue. Que se passe-t-il ?

Il ne se passe rien, absolument rien, camarade. Il nous arrive ce qui nous arrive souvent. C'est une fois de plus notre tour de parler le langage muet d'un silence qui nous crève le cœur. Nous aurions tellement à dire aujourd'hui ! Nous avons sur le bout de la langue nombre de vérités que nous voudrions semer à tous les vents, afin que tous puissent voir que les travailleurs ne pensent guère comme on les « fait penser » en quelques périodiques, car ni nous, ni notre organisation ne sommes guère d'accord avec ce que les autres disent que nous le sommes. Mais il ne se passe rien. Et nous nous taisons.

Disons qu'il y a quelques jours une haute personnalité — la plus haute dans l'échelle des autorités gouvernementales d'Espagne — parla quelque peu du droit que nous avons tous d'émettre une opinion. Oui, cela a été dit, mais rien de plus.

Te rappelles-tu de la phrase historique, vérité de toujours, qu'Auguste Spies lança devant la potence : « Le jour viendra où notre silence sera plus éloquent que les voix étranglées aujourd'hui par la mort ! »

C'est ce silence, camarade, qui correspond quelque peu au nôtre en certains cas. Et nous prétendons aussi qu'un jour ou l'autre il sera plus éloquent que tout ce que nous pourrions dire, s'il nous était possible d'écrire librement ce que nous laissons dans l'encrier.

Nous ne faisons pas de commentaire aujourd'hui à ce que tu sais mériter un long article documenté et frappant. Et plus, beaucoup plus ! Oh ! le silence en une heure où il y aurait tant de vérités à mettre en lumière !

Conforme-toi, camarade, à cela, pour le moment : comme toi nous sentons, nous pensons ; comme toi nous voudrions exprimer une protestation et revendiquer un droit. Mais nous désirons continuer à te parler la semaine prochaine et les suivantes, quoique aujourd'hui nous nous abstiens de te dire quelques choses, beaucoup de choses.

Ce que nous avons enseigné et appris avec la guerre.

Nous avons enseigné à lutter avec « quatre pistolets » contre un soulèvement préparé dans les antres de la réaction militaire, cléricale et bourgeoise d'Espagne.

Nous avons appris que ceux qui firent le moins en ces heures décisives cueillent pour eux-mêmes les plus beaux lauriers des glorieuses journées.

Nous avons enseigné à vaincre à force de poussées révolutionnaires à un peuple qui nous a vus à l'avant-garde, risquant toujours notre vie, et qui a eu confiance en nous pendant les combats de juillet.

Nous avons appris que ceux qui permirent au fascisme de lever la tête afin de nous perdre, oublièrent après deux ans, et même avant, leur propre faute

et diffamaient ceux qui par leur action sauvaient l'Espagne.

Nous avons enseigné que nous n'entendions pas nous imposer et « avoir tout », lorsque tout était entre nos mains, lorsque nos drapeaux étaient ceux du peuple armé, pour offrir un front commun à l'ennemi.

Nous avons appris que ceux qui profitent de notre générosité et de notre offre d'union n'hésitent devant aucun moyen pour accroître et cumuler leurs postes de commandement, en spéculant sur des circonstances extérieures à l'Espagne même.

Nous avons enseigné à mettre en valeur les moindres forces antifascistes, dont les chefs pleuraient d'émotion devant notre audace et s'offraient à servir la cause du peuple à notre demande.

Nous avons appris que les mêmes hommes jouaient, depuis, un vilain jeu au point d'ourdir des plans pour nous exterminer.

Nous avons enseigné à reconstruire une économie, à la sauver du désastre, à l'adapter aux nécessités de la guerre.

Nous avons appris que la politique ne saurait pardonner les efforts les plus grandioses, ni les créations prolétariennes les plus brillantes lorsqu'elle cherche à planter son hédonie.

Nous avons enseigné au prolétariat que les anarchistes étaient capables d'organiser une nouvelle vie, sans ingérences étrangères, sans conseillers, berger ou chefs politiques.

Nous avons appris qu'en pleine lutte il y a des spécialistes pour entraver l'œuvre du peuple et proclamer ensuite l'échec des syndicats qui eurent à subir ces entraves.

Nous avons enseigné à transiger comme jamais personne de l'a fait dans l'histoire, afin de partager les responsabilités dans la direction d'une lutte dont nous étions la force majeure.

Nous avons appris qua transiger ne sert qu'à laisser avancer dans leur offensive contre les droits et les conquêtes populaires ceux qui visent à tout dominer.

Nous avons enseigné à travailler et lutter comme personne, à offrir toutes nos énergies dans une lutte à mort, sans nous arrêter à régler des comptes avec ceux qui nous infligeaient toutes les offenses.

Nous avons appris que les autres n'oublient jamais de faire une politique à eux, sans scrupules d'aucun genre, aux heures les plus graves, aux moments les plus dramatiques pour le peuple.

Nous avons enseigné que nous étions une force indestructible, malgré toutes les attaques et toutes les calomnies, et que sans nous on ne pouvait gagner la guerre, ni sauver l'Espagne après la victoire.

Nous avons appris que pour la défense de nos forces et de nos droits, nous ne pouvions compter sur la loyauté des uns ni sur la sincérité des autres, mais uniquement sur nous-mêmes...

La réclamation de ceux qui luttent et meurent pour la liberté.

On invoque souvent les combattants. En leur nom on réclame les sacrifices de l'arrière. En leur honneur on écrit les éloges les plus vifs. Les combattants méritent tout cela et beaucoup plus. Ils sont notre orgueil. Ils sont l'avant-garde de notre peuple. Ils sont la ferme garantie que nous ne serons les esclaves de personne. Leurs armes et leur bravoure dépassent tout ce que pourrait décrire la plume la plus enthousiaste. L'héroïsme de ceux qui combattent pour notre cause ne peut se concevoir qu'en vivant à leurs côtés, assistant à leurs exploits.

Mais nos combattants méritent beaucoup plus que des louanges et des hymnes à leur courage. Ils méritent qu'on réponde à leurs espoirs les plus intimes, à leurs aspirations les plus chères. Ils méritent qu'on les comprenne, pourquoi ils luttent, les idéaux propres à leur conscience. Ils méritent qu'on réponde à leurs exigences autrement que par des phrases et des consignes, mais par des faits qui dissipent toutes leurs craintes et avec une ligne de conduite qui élimine tout ce qui peut être cause d'amer-tume ou de démotivation.

Il n'y a qu'à commencer par se rappeler qui sont ceux qui luttent et meurent aux fronts. Rappeler leur origine, connaître leur anxiété. Rappeler avant tout que dans leur immense majorité, ils sont des travailleurs. Travailleurs ayant

la notion de leur responsabilité vis-à-vis de notre peuple et du monde entier. Et qui luttent de toutes leurs forces, accomplissant des miracles, persuadés que leur victoire transformera le cours de leur vie. Travailleurs qui luttent pour la liberté, qui aiment toutes les conquêtes réalisées par le prolétariat espagnol, qui sont descendus dans la rue au nom de la Révolution et espèrent une Espagne qui assure le règne d'une véritable liberté, comme meilleure récompense, pour eux, s'ils reviennent des temps durs de la guerre, et pour leurs enfants.

Ceux qui se battent et meurent aux fronts antifascistes sont des travailleurs qui laissent le syndicat, l'usine, la collectivité, la ferme, le lieu où ils travaillaient et l'organisation qu'ils servaient, quand l'œuvre constructive se poursuivait déjà. Tous leurs enthousiasmes allèrent au travail formidable de créer une économie nouvelle. Leurs plus fermes espoirs étaient placés dans leurs conquêtes révolutionnaires. Et ils partirent pour le front, laissant aux mains de leurs camarades l'œuvre précieuse, sûrs qu'ils sauraient la continuer, la défendre, la consolider et l'agrandir.

Pour les ouvriers qui combattent, qui donnent leur sang et leur vie, sans mesurer leur héroïsme, la meilleure satisfaction, le stimulant le plus fort, le prix le plus grand à leurs peines et privations, ce serait qu'à l'arrière personne n'entreve, n'attaque, ne détruisse cette œuvre gigantesque commencée par le prolétariat le 19 juillet 1936.

Si beaucoup de ceux qui chantent nos héros savaient satisfaire la volonté authentique des prolétaires sous les armes, au lieu d'abuser de consignes et de phrases redondantes, ils se garderaient bien, non seulement d'attaquer les conquêtes révolutionnaires mais les appuyeraient. Les défendraient comme une chose que les travailleurs des fronts considèrent comme sacrée...

Expliquons-nous...

Pour justifier certaines mesures qui touchent aux droits des organisations syndicales, on recourt à l'argument que le pacte C.N.T.-U.G.T. parle de la nationalisation de certaines industries.

Ce que l'on ne dit pas, c'est que le pacte préconise la création d'organismes nationaux sur la base de la représentation directe des deux Organisations syndicales.

On ne mentionne nullement l'essentiel, comme on ignore la clause qui se rapporte à la défense des conquêtes révolutionnaires réalisées pendant la guerre et la révolution. Le pacte prévoit la création du Conseil supérieur d'économie. Dans le pacte il est dit qu'un Conseil national des industries de guerre devra être constitué.

De tout cela, ne se soucient guère les défenseurs à tout prix de mesures qui ôtent aux travailleurs des droits fondamentaux. Ils ne se soucient pas non plus d'autres points du pacte qui parlent, par exemple, de la proportionnalité des commandants et commissaires, de l'établissement du commissariat de la marine et de l'air, et des forces armées de l'arrière. Pourquoi ?

Et vive l'unité !

Rien n'a changé, tout est comme auparavant. La phrase s'applique au terrain politique sur lequel d'aucuns évoluent. Si d'abord on chantait l'unité, tout en mettant des obstacles à sa réalisation, à présent que l'unité a ses formes concrètes dans l'Alliance ouvrière et le Front populaire antifasciste, on continue à l'idolâtrer et à l'acclamer, cependant que l'on agit d'une manière peu... unitaire.

Pour ceux qui vivent et agissent ainsi, c'est chose facile de réaliser tout fait, si dououreux soit-il pour les autres, si attentatoire qu'il puisse être au droit respectable de différents secteurs, directement touchés par de telles manœuvres politiques. Il suffit avec une préparation préalable du terrain, de faire n'importe quoi et de le proclamer immédiatement comme la seule chose possible et indispensable, comme le plus efficace véritablement pour la guerre, comme la meilleure garantie de victoire. Et après avoir crié bien fort : Vive l'unité ! tout est réglé.

On réalise les faits; on les défend vivement avec les topiques frelatés en vogue; on les présente comme les recettes infaillibles propres à la pharmacopée de guerre. Et l'on proclame travailler ainsi pour l'unité, l'appuyer, l'aimer, comme

personne autre. Et avec autant de : Vive l'unité ! on ferme la bouche aux plus éclatantes allégations.

Mais il s'agit de bien définir, et pour bien définir fascistes ou antifascistes un dilemme unique, tranchant, impérieux se pose: ou l'on accepte les faits qui sont l'expression même d'une « juste politique », ou l'on fait le jeu du fascisme. Vive l'unité ! Guerre à ses ennemis !

Mais il y a de grands secteurs de l'opinion publique qui n'acceptent pas les recettes et répudient une telle politique. Qu'est-ce donc que cette majorité du peuple hostile ? Qu'est-ce donc ce prolétariat révolutionnaire qui n'en veut pas ? Non, et non. Le « peuple », les « masses » veulent l'unité, et l'unique unité on l'obtient en approuvant sans discussion « leur » politique. Qui n'est pas d'accord le dise ! C'est un ennemi de l'unité, du peuple et des masses ! C'est un agent de l'ennemi ! C'est un traître !

En avant ! En avant ! Le fait doit toujours être considéré bien fait. Même si la majorité n'en veut pas.

Et vive l'unité !

Le mouvement libertaire a droit à la parole.

Nous sommes l'un des leviers les plus puissants de l'antifascisme espagnol. Sur les deux fronts — de la guerre et du travail — des milliers de libertaires occupent dignement leur place depuis les premières heures de la guerre et de la révolution. Nous pouvons considérer d'avoir, sinon plus, des droits égaux à ceux d'autres forces qui sont bien loin d'avoir la puissance et l'emprise dans les masses espagnoles qu'ont la CNT et la FAI.

Nous sommes privés des libertés fondamentales d'un régime social, où l'on affirme qu'il n'existe point de parti ou de secteur privilégié. Si nous différons d'opinion sur certaines tactiques, si nous n'approuvons pas quelques mesures adoptées, si nous jugeons utile d'exposer publiquement notre position, nous ne sommes mûs par d'autre intérêt que celui du peuple en guerre et de la classe travailleuse dans la défense de ses conquêtes et droits. Qui est fondé à juger la limite à fixer à la liberté d'expression de la pensée, lorsqu'il s'agit de renseigner l'opinion publique sur des questions ne présentant pas d'indiscrétion au point de vue militaire ? Quelles sont les règles qui nous régissent et permettent toujours aux uns de tout dire et tout approuver, et défendent aux autres, chargés de la responsabilité d'un mouvement vigoureux, de signaler les buts et les erreurs à ceux qui ont des obligations envers le peuple ?

Nous ne vivons sous aucune dictature. Nous ne sommes pas condamnés à la honte de subir une tyrannie. Nous croyons jouir d'une liberté qui, tout en étant relative pour des raisons de guerre, ne peut restreindre le droit égal de tous les antifascistes. Nous n'implorons pas l'aumône d'un privilège. Nous exigeons le respect qui nous est dû.

Ordre du jour.

Toutes les forces libertaires réunies : Confédération Nationale du Travail, Fédération Anarchiste Ibérique et Fédération Ibérique des Jeunesse Libertaires, organisent un Plenum national avec l'ordre du jour suivant :

1. Examen complet de la gestion et de la ligne suivie par le mouvement libertaire depuis le 19 juillet 1936 jusqu'à présent, et voie à suivre;

2. Doit-on continuer à maintenir la C.N.T. comme représentant du mouvement libertaire au gouvernement ?

3. Coordination des trois organisations pour suivre la voie tracée par le mouvement libertaire.

5. Comment fortifier les organismes auxiliaires du mouvement libertaire.

6. Propositions diverses.



Le Réveil régional

Lausanne.

Sur les chantiers.

Il règne actuellement, comparativement à la même époque de ces trois dernières années, une réelle activité dans notre cité.

Les chantiers sont assez nombreux et quelques-uns ne manquent pas d'envergure.

Nous sommes pourtant au regret de constater que cette activité matérielle n'a pas encore amené l'activité syndicale correspondante.

Le syndicat des maçons et des manœuvres, le premier intéressé dans cette histoire, ne remue présentement ni ciel ni terre pour faire avancer la barque syndicale. Il est vrai que certaines huiles estiment que tout va très bien ainsi, et en ce qui concerne la dénonciation du contrat, « elles » se préoccupent à la dernière minute de faire du recrutement.

Qu'on le veuille ou non, le relâchement de la « direction » s'en ressent dans les chantiers et c'est là, compagnons libertaires des chantiers, une indication de plus: n'attendons rien d'en haut.

Des efforts, malheureusement trop clairsemés, sont tentés. L'initiative en revient à notre ami Buffat, que l'apathie de certains stratèges en chambre empêche de dormir.

C'est ainsi que dans le chantier où je bosse, notre camarade a convoqué par placards une réunion pour le vendredi soir, au café du Simplon, en Martherry.

La salle des consommations était absolument comble lorsque Buffat prit la parole. En quelques tirades bien senties, il mit en garde les travailleurs des chantiers contre l'avenir qui peut nous réservé quelque surprise. En outre, dit-il, les assurances sociales n'ont pas encore été discutées. Les vacances sont mal appliquées, et une grande partie des copains n'en auront pas du tout. Le salaire n'est pas tout. Nos contrats collectifs ne sont jamais parfaits et le temps qui passe doit précisément nous montrer leurs points faibles. Nous ne pouvons pas nous payer le luxe d'une pause dans le bâtiment, car « pauser » c'est préparer le recul.

L'exposé de l'orateur fut vivement applaudie, et l'assemblée se dispersa, contente d'avoir, une fois de plus, entendu un porte-parole de la FOBB.

En tant qu'auditeur, on me permettra de faire quelques observations.

Les chantiers du quartier occupent plus de 150 ouvriers. A la sortie, il aurait dû se trouver là un ou deux copains qui « dirigent » les camarades vers le bistro indiqué. Une fois au bistro, chacun s'attendait à y voir au moins un bureau. Le secrétaire de la FOBB fut au contraire absolument seul. Aucun « rabatteur », rien. Et pourtant, quel boulot: il y avait plus de 30 inorganisés dans la salle.

Il faudrait en tenir compte pour la prochaine fois, c'est indispensable d'avoir sur place du matériel de propagande et un cercle de copains qui veulent bien — parce qu'ils le doivent — faire le boulot de recrutement de table en table, ce qui ne peut pas être le fait de l'orateur.

Maçons, manœuvres, terrassiers !

Si nous ne voulons pas subir le pire, il est temps de se grouper sérieusement autour de notre FOBB. Allons-y de nous-mêmes. N'attendons pas le réveil des stratèges, car il sera trop tard.

R. S.

Dans la faïence et les planelles.

Il est fâcheux de constater que toute une kirielle de membres aient si facilement oublié d'où ils sont sortis, fin 1936.

Parce que deux kroumirs de la dernière grève n'ont pas payé leur dû au syndicat, il s'en trouve qui — à la recherche d'une mauvaise excuse — renâclent à leur tour.

Et si vos deux kroumirs allaient se foutre au jus, est-ce que vous iriez aussi?

Il faut un redressement sérieux, car le mal fait tache d'huile. Cette mentalité

déplorable d'attendre ce que le voisin fait — et surtout quand ce voisin est un kroumir — pour faire son devoir et ne pas trahir l'organisation qui nous mène à la conquête de 15 centimes en 6 mois, cette mentalité, disons-nous, est à combattre sans scrupule. Car ceux qui prennent cette voie ne sont intéressants à aucun titre.

Allons, le comprendrez-vous, camarades ?

Si le boulot va relativement bien, cela peut ne pas durer. Aussi avons-nous besoin que chacun apporte son tribut, tout son tribut, et ne pas attendre que les patrons, par un coup d'audace, viennent nous mettre d'accord.

N.

A quoi sert une Coopérative du bâtiment ?

A Lausanne tout au moins, c'est une placarde, un point c'est tout.

Une nuit, j'ai fait un rêve.

Je me voyais à Lausanne. Il y avait là une Coopérative du bâtiment. Elle était au service — dans la mesure où elle le pouvait dans le cadre capitaliste — de la lutte ouvrière. Les militants des autres boîtes, mis au rancart par un patronat qui venge ses échecs, y trouvaient un refuge. Ils n'oubliaient pas leur situation privilégiée, et en véritables syndicalistes ils faisaient tout leur possible pour aider leur syndicat dans la lutte pour la vie. Ils prenaient volontiers leurs responsabilités au Comité, ne risquant rien de leur patron (la Coopérative). Et lorsque la FOBB avait besoin d'aide pour organiser une réunion de chantier, les compagnons de la Coopérative quittaient le travail un quart d'heure plus tôt pour pouvoir faire office de « rabatteur » à la sortie du chantier visé.

Durant la réunion, ils prenaient contact avec les copains et en quelques mots, d'homme à homme, ils leur faisaient comprendre où était leur place: à l'organisation.

Puis je me suis réveillé... et je n'ai aperçu, à part un ou deux camarades syndicalistes, que des « casés », ayant le plus grand soin d'éviter les assemblées, car... on ne sait jamais, il faudrait prendre une place au comité. Or on laisse ça à ceux des autres chantiers qui doivent lutter pied à pied avec leurs patrons.

Quelques-uns sont roublards. Pour éviter d'entendre des reproches justifiés, ils prennent « de l'avance » en critiquant tout ce qui se fait.

Non! Il ne faut plus de cela. La Coopérative doit être rendue aux lutteurs du syndicat. A ceux que la tâche de militant ne répugne pas. La Coopérative ne doit pas être une crèche.

D. P.

A l'usine Eggli.

Il nous a rarement été donné l'occasion de voir se gâcher une action telle que celle entreprise contre les hitlériens de l'avenue Mon-Repos.

Chacun a encore en mémoire les faits:

La carrosserie Eggli se fuit du syndicat, des contrats, et plus particulièrement de son personnel. Mais le vase est plein. Il déborde le 20 juillet. Une grève éclate. Le soir même, le patron capitule. Les ouvriers reprennent le travail. Au tableau de chasse il y a des belles promesses. A la première paie, on constate quelques augmentations, c'est vrai, mais pas ce que l'on attendait.

Nous sortons de la boîte assez écœurés.

Mais un espoir est né: le syndicat et l'action directe. Nous nous y accrochons. Chacun des copains nous pensons sûrement qu'une réunion aura lieu pour constater le pas fait en avant, ou le recul, et nous préparer à compléter notre conquête déjà bien sabotée par Eggli.

Rien.

Pas de réunion d'usine.

Pas de réunion de syndicat.

En un mot la glace, alors qu'il faudrait un bon vent chaud sur l'atmosphère encore tiède de la récente bataille.

Nous serions staliniens que nous criions à la trahison.

Nous sommes des syndicalistes et nous

crions à ceux qui font la pluie et le beau temps dans notre FOMH: Camarades, attendez-vous donc que le mince espoir que vous avez mis au cœur des bagnards à Eggli soit complètement éteint et se tourne en dégoût?

Avons-nous mérité qu'on nous laisse tomber de pareille façon? N'avons-nous pas répondu présent à l'appel de l'organisation pour l'action du 20 juillet? Alors?

Le patron a repris du poil. Les trolleybus sont bien avancés et la débauche a commencé.

Quand la retrouverons-nous, l'occasion unique que nous avons eue? Pourquoi ce silence de cimetière de la part de notre fédération?

Ne donnons pas des armes aux ennemis des syndicats en laissant proprement tomber quatre-vingt-dix copains comme un tas de nouilles.

Cet article était écrit lorsque nous avons reçu une convocation de la FOMH pour vendredi soir 2 septembre. Je crains que ce ne soit un peu tard et que bien du temps ait été perdu. L'ajusteur.

Les corbeaux de Suchy-sur-Yerdon

Est-ce juste d'appeler ça des corbeaux? Plutôt des vautours ou des chacals!

Ils se repaissent de la misère ouvrière comme des cadavres... pouah !

Ils viennent travailler à Lausanne, à monter une charpente avec des ouvriers — ou des esclaves — à fr. 3.— par jour.

Mais tout à une fin, même le régal de cadavres. Et un de ces matins derniers, une délégation de la F.O.B.B. faisait vider les lieux à ces oiseaux de malheur. Quelle pitié de voir des hommes qui se disent tels, accepter un pareil traitement.

Quelle miséerie, pour l'un d'eux, à l'investigation du patron Magnenat, de nous raconter qu'il a le tarif syndical (fr. 1,60).

Seullement on connaît son monde — comme dirait Jean-Louis — et ça puit le mensonge.

Et voilà pourquoi, il y eut boycott; et voilà pourquoi le camarade Buffat mit en garde les maçons et manœuvres de ce chantier contre l'invasion des corbeaux de cette sorte.

Il fallut une semaine à Magnenat pour comprendre qu'il ne passerait pas. Il lui fallut une semaine pour comprendre qu'il avait meilleur temps de signer le contrat, de payer les salaires encore dûs, et de tâcher de ne plus remettre les pieds à Lausanne avec sa bande de miséreux.

Mais que dire de l'architecte Méroni, de Thonon et Lausanne, qui adjuge les travaux dans de telles conditions?

Encore un qu'il faudra dresser, et au trot!

Chez ceux du meuble et du cercueil

Le nouveau contrat signé le 1^{er} juin n'est pas encore appliqué dans l'ébénisterie, ou très mal... ce qui revient au même.

La boîte Gayillet, marchands de villas en planches pour les voyageurs à destination du paradis, ne paie pas non plus le tarif syndical. Il est à prévoir que la F.O.B.B. entreprendra rapidement le « nettoyage de l'arrière » — ce que c'est que de lire les communiqués militaires franquistes — et que d'ici peu, les ébénos comprendront la responsabilité qu'ils portent à rester inactifs devant cet état de choses.

Nul doute cependant qu'ils se réveilleront bien vite, et, comme les gars de certes maisons, secoueront leur apathie, avec l'appui de leur syndicat.

F.

La „Lutte syndicale“ et les anarchistes.

Dans son numéro du samedi 6 août, la *Lutte syndicale*, organe des métallurgistes de la F.O.M.H., publiait un article tiré de l'*Action syndicale* de Bruxelles et intitulé: « Violents ou convaincus? »

Dans cet article, l'auteur par ignorance ou par intention, amalgame anarchistes et communistes pour déclarer que dans tous les pays ce sont ces deux mouvements qui sont cause des divisions du prolétariat. A côté d'affirmations justes sur les communistes on trouve l'énormite suivante sur les anarches digne de figurer dans les meilleures feuilles stalinianennes:

« Le même phénomène s'est produit en Espagne, où les premiers hommes de main de la phalange de Franco étaient les anarchos-syndicalistes des régions occupées par les rebelles. »

Plus l'individu travaille au profit d'un autre au lieu de travailler à son propre profit, plus il est esclave.

H. Spencer.

L'article termine par :

« Au fond, ce ne sont pas des vaincus, ce sont des mécontents. »

Cependant malgré l'inertie qui règne malheureusement parmi les membres de la F.O.M.H. concernant les problèmes de doctrines ouvrières et de vie internationale, un jeune camarade, dans la *Lutte syndicale* du 25 août, répondait par de solides arguments à cet article. Nous ne reproduisons pas cette réponse et conseillons les camarades de se reporter à la *Lutte syndicale*.

Inutile de dire que cette réponse ne fut pas insérée sans un « chapeau » du rédacteur; on n'a pas l'habitude à la *Lutte* de passer sans autre les articles de ceux de la base.

Comme nous aimerais voir parfois un peu plus de compréhension de la part des milieux dirigeants syndicaux !

Politicaillerie.

Les A.U.S. voyagent!

La sous-section du parti stalinien, les Amis de l'Union soviétique (lire: les admirateurs de Sa Majesté Staline Ier, tsar de toutes les Russies) ont fait, dimanche 28 août, une promenade en Savoie.

On sait que cette organisation se déclare neutre en matière politique et se défend, comme diable dans un bénitier, d'être à la remorque du parti des masses (!). Cette énorme bourde prend sur quelques naïfs bourgeois à qui il est un jeu de faire passer des vessies pour des lanternes.

Cependant ceux qui doutaient encore que les A.U.S. (amis utiles à Staline) étaient une succursale du parti des fascistes rouges ont dû s'incliner à la lecture du reportage que le *Droit du Peuple* publiait le lendemain sous la signature de R. Sch. (un de ceux touchés par la grâce stalinienne). Ce récit nous apprenait en effet qu'après avoir admiré des films russes à Thonon, les participants se retrouvent, comme par hasard, à Cervens, un village communiste, où ils se firent évangéliser sur la place Rouge par trois communistes: Bocagney, maire de Cervens, Dr Miéville, de La Tour-de-Peilz, et Lebrun, secrétaire des A.U.S., membre influent du parti stalinien. Cependant la surprise de la journée fut d'entendre Arthur Maret, ex-syndic de Lausanne, député socialiste, qui depuis qu'il est entré comme employé à la Coopérative des ouvriers du bâtiment, est à nouveau dans la manche du docteur stalinien des Terreaux.

A.U.S., pas stalinien? La bonne blague!

Popaul.

La colonisation communiste dans le P.O.S.L.

Elle poursuit son train et les nacos (nationaux-communistes) ont réussi à gangrené le parti ouvrier socialiste lausannois. Il est assez difficile d'avoir des renseignements exacts sur ce qui s'est passé dans les diverses assemblées socialistes qui ont subi la poussée des stalinians.

Nous croyons pourtant savoir qu'à la dernière assemblée, le député Viret s'est fait l'avocat des stalinians demandant leur adhésion au parti socialiste, ainsi naturellement que le Dr Jeanneret qui, cependant, au vu de la faible majorité obtenue par ses amis, a refusé de prendre ses responsabilités et c'est ainsi que la question a été enterrée provisoirement. Jusqu'à quand?

Un mystère!

C'est celui qu'offre l'attitude du fonctionnaire communiste Depierraz qui, pour l'honneur d'entrer au parti socialiste, offre d'abandonner ses fonctions communistes et ainsi de se priver de son salaire.

Etrange et incompréhensible attitude qui certainement cache quelque chose.

Ne serait-ce pas peut-être que Depierraz sait qu'il continuera à toucher ses rôles pour faire le travail de noyau à l'intérieur du P.O.S.L.?

Les fausses nouvelles.

Le bruit courait à Lausanne qu'un ex-rédacteur du quotidien socialiste avait été fusillé à Barcelone pour haute trahison !

Nous savons que ce bruit a été lancé par les staliniens. Il s'agit là d'une vengeance à retardement, car le « fusillé » avait fait à Lausanne une conférence qui n'avait pas été du goût des staliniens.

Or qu'apprend-on ? Que le citoyen en question se trouve sain et sauf... à Fribourg.

Les citoyens fusillés par les staliniens se portent bien... sauf ceux de Moscou ! Ce fait nous rappelle l'histoire colportée par les « nacos » au sujet d'un camarade qui s'était engagé en Espagne. Les staliniens disaient :

— Tu sais, Z., eh bien, il a eu les jambes emportées par un obus et il se trouve actuellement dans notre patrie soviétique où il est soigné comme bien tu penses !

Or le camarade Z. se trouvait pendant ce temps à Barcelone, en pleine forme et, de plus, engagé volontaire dans les brigades du P.O.U.M. !

La course est ouverte.

Le décès du Dr Dufour, directeur des Ecoles et de l'Office du Travail, laisse une place vacante à la Municipalité lausannoise. Grosse agitation dans les milieux libéraux où l'on n'a pas besoin de chercher les candidats au poste à repourvoir, car on prononce déjà plusieurs noms. Il paraît, aux dernières nouvelles, que l'avocat Chamorel et le directeur de l'Asile des aveugles Subilla auraient le plus de chances.

La course au pouvoir est ouverte et les purs sang libéraux intriguent tant et plus pour cette sinécure qui rapporte le coquet salaire de mille francs par mois.

Un exemple qui illustre notre façon de voir quand nous disons que lorsqu'on a goûté au pouvoir on veut y regoûter, c'est quand les bourgeois offrent, après leur victoire de novembre 1937, un siège aux socialistes, les trois anciens municipaux étaient d'accord de l'accepter, seuls de tout le parti.

Isabelle de Bonrg.

LA DESILLUSION DE « CHEZ-NOUS »

Nous croyons savoir que le journal *Chez Nous* est largement subventionné par les organisations syndicales pour être diffusé dans tout le pays romand. Reconnaissions que *Chez Nous* tend à la meilleure objectivité et c'est déjà beaucoup à notre époque.

C'est ce qui permet à cet organe de faire partie de ses amères désillusions quant à la bonne volonté de notre bourgeoisie couarde et malfaiteuse. Aussi est-ce d'un ton désabusé qu'il constate :

Au lendemain des événements d'Autriche, les chefs des grands partis politiques voulaient donner une réelle valeur aux déclarations du Conseil fédéral et du Parlement sur l'unité du pays en face du danger. Et de ce désir louable naquirent les conférences « inter-partis ».

Hélas ! Il y a loin de la coupe aux lèvres. Car si l'unité de vues est incontestable quant à la nécessité de renforcer la défense militaire du pays, on ne parle déjà plus le même langage lorsqu'il s'agit de sa défense économique.

Et oui, cher frère, il en sera toujours ainsi tant que des gens de « chez-nous » croiront en la bonne foi d'une bourgeoisie qui, toujours, s'est servie du peuple pour sauvegarder ses priviléges.

Travaillers sauvons-nous nous-mêmes.

LA MAIN TENDUE

Nous ne savons si *Le Travail* pratique aussi la politique de la main tendue aux cléricaux ; à vrai dire, il ne semble pas, mais alors pourquoi toutes ces bonnes opinions et intentions prêtées à un pape qui s'était prononcé pour le fascisme avant de devenir pape et lorsque Mussolini n'avait pas encore triomphé ? Il a déjà donné sa bénédiction à Franco et continue à le soutenir, malgré ses pires crimes.

Autre remarque. Le Parti communiste a été supprimé, et à juste raison on a remarqué que si des partis, tous de minorité, peuvent se coaliser pour en supprimer purement et simplement un autre, le Parti socialiste pourrait l'être à son tour par la coalition de tous les partis bourgeois. En démocratie, aucun parti ou groupement ne doit être supprimé, quitte à le poursuivre s'il enfreint une loi quelconque et nous en sommes particulièrement riches.

Or, voici que le Parti socialiste demande ridiculement la suppression du Parti fasciste qu'il n'obtiendra pas, mais qui justifiera éventuellement une même demande à son égard.

Quelle misérable chose que cette politicaillerie !

Mouvement anarchiste dans le Nord

Depuis quelque temps, une activité fébrile se manifeste dans le Nord parmi les jeunes et les adultes. Dans cette contrée ouvrière, où les politiciens tiennent le haut du pavé, depuis un demi-siècle nos camarades bataillent et si le succès n'a pas couronné leurs efforts, nous devons rendre hommage à leur inlassable dévouement. C'est à nous, jeunes, de continuer le travail et de déployer toute l'activité désirable. Dans ce but, nous convions tous nos camarades, jeunes et adultes, à se grouper pour fonder une Fédération anarchiste régionale qui coordonnerait tous les efforts que font les copains un peu partout dans la région.

A notre avis, un petit congrès régional préparatoire pourrait se tenir dans le courant de l'année. Les camarades de l'ancienne Fédération anarchiste communiste, constituée en 1913, sont avec nous, et ils approuvent chaudement notre initiative.

Notre département comprend de nombreux noyaux, entre autres ceux de Lille, Tourcoing, Croix, Roubaix, Wasquehal, Wambrechies, Seclin ; la région valenciennoise avec Onnaing, Quarouble, Mauveigneuse, etc. Les auteurs de ce projet proposent comme lieu où pourrait se tenir le congrès, soit Quarouble, soit Onnaing. Le congrès serait ouvert à toutes les tentatives anarchistes et l'ordre du jour se-rait ultérieurement établi.

Les camarades que ce projet intéresse sont priés de se mettre en relation avec le camarade Georges Verdonck, 63, rue d'Avelghem, Roubaix (Nord).

Bibliographie

Opinions assez fondées d'un député français. — Depuis deux ou trois ans, un député de Seine-et-Oise, Gaston Bergery, fait paraître un hebdomadaire (*La Flèche*, 7, rue Michodière, Paris, le numéro 1 franc. Abonnement pour un an, Union postale 60 fr.), qui, exception dans la presse française, publie parfois des demi-vérités. Il est intéressant à lire, ne fût-ce que par les aperçus financiers qu'y envoie le vieux militant Francis Delaisi.

Dans son numéro du 26 août, Bergery lui-même, le directeur politique, comme on dit, s'essaie à établir les « conditions de la France nouvelle ».

Il constate que le « régime économique appelé libéral est mort », que les Russes, s'essayant à un régime nouveau, en ont écarté les techniciens, et qu'il s'en trouve fort mal ; que les fascistes ont évité l'erreur, mais que, tout comme le bolchevisme, ils ont « détruit le capital privé aussi sûrement » que lui.

Le remède se trouve, d'après Bergery, dans les diverses directives indiquées, ça et là, par son journal.

Réflexions sur les destins du syndicalisme. — Dans le numéro du 12 août 1938 de l'hebdomadaire *La Flèche*, un professeur d'école normale, Louis Emery, qui étudie, d'un esprit acéré, les divers mouvements contemporains, infère de ses études ce que nous avançons ici depuis toujours, à savoir que le syndicalisme ne doit être inféodé ni aux partis politiques, furent-ils de l'opposition, ni, naturellement, à l'Etat, ni, ce qui est également logique, au patronat, fût-il caché sous le masque d'un syndicat professionnel.

A propos du dernier Congrès des instituteurs français, il écrit que si l'on « transforme le mouvement ouvrier en une vaste et lourde bureaucratie soumise en fait à une administration d'Etat », ce serait « la mort du syndicalisme, remplacé par un corporatisme à la Dolfuss, par une organisation « professionnelle » dont rêvent tous les mouvements fascistes ».

A cette déchéance, à cette perte séche, il trouve un remède : « la diffusion d'une culture ouvrière capable de former à la fois des cadres de militants incorruptibles, capables de parler net aussi bien à leurs mandants qu'à leurs adversaires et une masse de syndiqués en qui soient vivants l'esprit de liberté et le sens de la personnalité humaine ».

J'ai connu nombre de syndiqués, particulièrement des instituteurs syndiqués de l'enseignement primaire, il y a trente et quarante ans. Leur devise aurait pu s'inscrire en un mot qu'ils propageaient dans leur vie et chez leurs élèves : amélioration. Amélioration de la condition humaine et, dans ce but, amélioration

Question ardue

Le Libertaire publie sur la question tchèco-slovaque un article auquel nous pouvons souscrire, mais auquel il donne ce titre évidemment faux : *Le conflit tchècoslovaque n'a rien à voir avec l'intérêt au prolétariat de tous pays.* Nous affirmons, au contraire, que le prolétariat a tout intérêt à ce que de nouvelles populations ne tombent pas sous la domination naziste, avec les conséquences terribles qui en découlent. Ce serait nier toute solidarité humaine que de prétendre le contraire.

La manchette du même numéro du *Libertaire* dit : *Les travailleurs français qui laissent assassiner leurs frères espagnols, accepteront-ils de se faire tuer pour la bourgeoisie tchècoslovaque ou française ?*

Donc, *Le Libertaire* reconnaît que les travailleurs français ont eu tort de laisser assassiner leurs frères espagnols, comme ils auraient tort de ne pas faire tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher l'assassinat de leurs frères sudètes. Car il y a une minorité héroïque qui n'est pas henleiniste. Il ne s'agit pas dans les deux cas de partir sans autre en guerre, mais au moins de ne pas rechercher ridiculement les raisons que peuvent avoir Hitler, Mussolini et le Mikado de mettre le monde à feu et à sang. C'est ce qu'a fait un certain pacifisme, se prétendant même parfois révolutionnaire.

Ne voir en toute question que deux bourgeoisies, deux impérialismes, conduit à se désintéresser de tout et de tous. D'ailleurs, toujours dans le même numéro du *Libertaire*, nous relevons les lignes suivantes :

Les déclarations de Franco à l'agence Havas montrent que les factieux sont loin d'avoir renoncé à leurs visées initiales, c'est-à-dire l'établissement d'un régime totalitaire en Espagne. Ils ont derrière eux non seulement Mussolini et Hitler, mais aussi la finance internationale. Le Temps du 18 août publie une étude sur l'Espagne franquiste qui est tout un programme.

Les groupes financiers qui aident Franco se partagent déjà les richesses du sol espagnol et l'organe du Comité des Forges ne voudrait pas voir les groupes français devancés.

Les maîtres italo-allemands de Franco ne veulent pas de la médiation, car ils connaissent bien les « démocraties » et comptent obtenir beaucoup par le chantage à la guerre, et ils sont d'accord là-dessus avec le capitalisme démocratique.

C'est une conception naïve de la guerre civile espagnole que de croire que c'est une simple lutte entre les impérialismes anglo-français d'un côté et italo-allemand de l'autre. S'il en était ainsi la guerre aurait été depuis longtemps terminée par l'écrasement de Franco.

En réalité c'est une guerre sociale où les intérêts de classe débordent les frontières nationales et nous voyons la bourgeoisie

des pratiques pédagogiques, basées elles-mêmes et revisées à chaque instant d'après les améliorations dues à toutes les sciences. Amélioration des conditions de leur propre vie, un homme ne pouvant progresser si les conditions de sa vie matérielle sont défectueuses.

Le dernier congrès des instituteurs laïques m'a paru ne pas s'occuper beaucoup de certains points de ce programme et les jeunes instituteurs qu'il m'est donné encore de fréquenter m'apparaissent comme croyant avoir assez milité quand ils ont combattu pour l'augmentation de leurs salaires. Comme si la guerre, et l'état social contemporain qui en résulte, avaient détruit en eux le désir d'un mieux-être, le désir d'un progrès dans tous les genres.

Dans un discours assez récent prononcé à Cambridge, le génial auteur de *La machine à explorer le temps* prétendait que les instituteurs enseignent n'importe quoi. « Pour eux, disait Wells, l'enseignement est la chose importante, mais non pas ce qu'on enseigne. »

S'il en est de même en France et en Angleterre, cela est bien fâcheux pour l'avenir du monde européen.

Comme l'a dit encore Wells dans le même discours, il s'agit de savoir si les instituteurs veulent aider à « construire un monde » ou s'ils veulent seulement « venir en aide à un monde déjà créé ».

geoisie internationale se ranger derrière Franco.

L'intérêt dit « national » est relégué en seconde zone. Il est temps que le prolétariat prenne conscience de ses devoirs de classe et porte une aide efficace aux travailleurs ibériques, sans se laisser détourner par des répugnances que lui inspirent certains de leurs alliés imposées par les circonstances tragiques de la lutte.

C'est bien là notre avis aussi. Et il est à regretter que nos camarades français ne se soient pas tous tenus sur ce terrain solide pour suivre un pacifisme à tout prix, qui n'est autre que ce tolléisme que l'ensemble du mouvement anarchiste a toujours rejeté.

Se désintéresser de toutes les agressions passées, présentes et futures n'est pas sauvegarder la paix, mais accepter toute une série de guerres que personne ne saurait dire où elles voudront bien s'arrêter. D'aucuns pensaient aussi de voir l'Italie s'épuiser en Abyssinie et tant pis pour les Abyssins ! Or c'est depuis lors que les guerres et les dangers de guerre dominent un monde où toute sécurité s'est écroulée.

Singulières illusions

Il semble que l'on se fasse dans les milieux socialistes, relativement à la volonté de paix des pays « démocratiques » de singulières illusions.

C'est ainsi que l'on pouvait lire dans le *Travail* et le *Droit du Peuple* du 29 août, sous la plume d'Abel Sarrol, le spécialiste des questions internationales, les phrases suivantes :

« Cette leçon des faits, le gouvernement des Etats-Unis, — seul pays capitaliste ayant le privilège d'être dirigé par des hommes véritablement clairvoyants, parce que jouissant de la liberté d'esprit et de mouvement que leur confère une certaine indépendance vis-à-vis de la finance mondiale — l'a comprise depuis longtemps. Le président Roosevelt et ses collaborateurs, depuis plus d'une année, ont saisi chaque occasion de dénoncer le péril immense que font courir à l'humanité les dictatures fascistes. Ils l'ont fait hier encore en lançant avec une vigueur accrue, un avertissement sévère aux « nations qui placent tous leurs espoirs dans une politique de force armée ». Ils ont ainsi grandement facilité le cabinet anglais dans la position qu'il vient de prendre à propos du problème tchécoslovaque.

« Discours, dira-t-on. Non. Engagement solennel pris à la face du monde au nom de deux des plus grandes démocraties », etc., etc.

Or dans le même numéro du 27 août, on trouve dans les informations l'article suivant relatif à la guerre de Chine :

« Appel de Mme Sun Yat Sen à la Jeunesse mondiale.

« De Canton : Madama Sun Yat Sen, veuve du fondateur de la République chinoise, dans un discours radiodiffusé, adressé au second congrès mondial de la jeunesse, a lancé un appel pour que les puissances, et en particulier les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, cessent de fournir des matières premières au Japon pendant sa guerre d'agression contre la Chine.

« Madame Sun Yat Sen a souligné que le Japon obtenait le 30% de ses matières premières de l'Angleterre et 32% des Etats-Unis et qu'il vendait la moitié de ses exportations totales à ces deux pays.

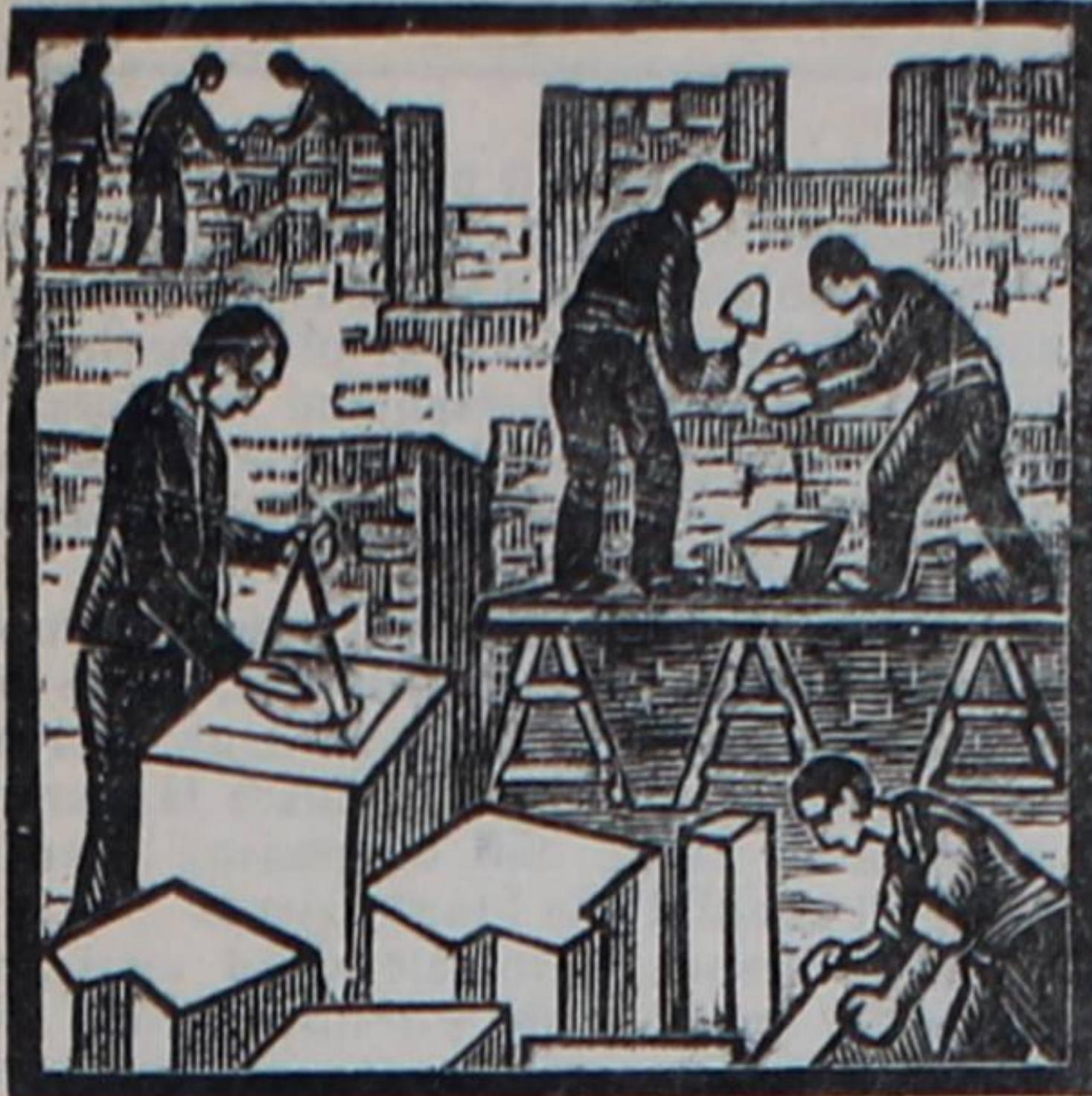
« De plus, les colonies anglaises et américaines représentent le 51% des marchés japonais d'outre-mer.

« Si l'Angleterre et l'Amérique refusaient d'exporter des matières premières au Japon, a souligné Madame Sun Yat Sen, l'agression japonaise en Chine se terminerait en quelques mois par un terrible échec. Par conséquent, en continuant de vendre des matières au Japon, ces pays aident l'agresseur à massacrer le peuple chinois innocent. »

Sans commentaires ! *Fky.*

Le Chinois Ya Pa Ro, habitant Argenteuil, condamné la semaine dernière à un an de prison par le tribunal de Versailles pour infraction à la loi sur les étrangers, s'est pendu dans sa cellule à la prison Saint-Pierre, en se servant d'un mouchoir de soie.

La dite loi est une loi de Front populaire, préparée par le socialiste Dormoy.



IL RISVEGLIO ANARCHICO

Anno XXXIX. N° 1005
7 SETTEMBRE 1938

REDAZIONE ED AMMINISTRAZIONE
Rue des Savoises, 6, Ginevra (Svizzera)

ABBONAMENTI
Anno Fr. 5.— Semestre Fr. 2.50

Vaglia e chèques postali al nostro
indirizzo sono sempre sequestrati.

La persistente infamia

Quel caro Lord Plymouth ha trovato un nuovo espediente per mantenere in vita ad ogni costo il famigerato Comitato di non intervento, sempre con l'adesione non solamente della Francia del Fronte popolare, ma altresì di quella più o meno equivoca della Patria del proletariato.

Finchè fu possibile alla diplomazia «democratica» di fare lo gnorri, negò contro ogni evidenza l'intervento italo tedesco; quando Mussolini e Hitler finirono col proclamarlo apertamente, si dichiarò che il miglior modo d'attenuarlo era di continuare a lasciar fare, salvo a darsi l'aria di cercarne la cessazione attraverso trattative interminabili. Nel frattempo, Lord Perth a Roma ammetteva implicitamente l'invio della truppa, della flotta e dell'aviazione fascista contro la Repubblica Spagnuola, col diritto anzi di silurare, bombardare ed affondare il naviglio inglese. Dopo di che Ciano ha potuto con ragione rispondere alla diplomazia inglese che tale ammissione implicava altresì il diritto di mantenere il corpo spedizionario in efficienza col sostituirlle le perdite e col rifornirlo continuamente d'armi e di munizioni.

Tuttavia si era giunti d'accordo con gli aggressori a proporre un ritiro proporzionale di stranieri dai due campi. Barcellona accetta, Burgos rifiuta, e qui abbiamo la nuova trovata della perfidia inglese. Lord Plymouth dichiara di considerare le due risposte come egualmente negative, benchè ufficialmente si fosse già riconosciuta come accettante quella d'Alvarez Del Vayo, e propone di mandare il signor Hemming, segretario del suo famigerato Comitato, in Spagna a discutere con le due «parti» un nuovo accordo. Son altri mesi lasciati a Hitler e Mussolini per mandare senza restrizione alcuna quanti più armati ed armamenti vogliono per tentare iudefinitamente le loro offensive, finchè possano vincere la Repubblica Spagnuola, ridotta all'esaurimento dalle violazioni «democratiche» di patti, trattati e convenzioni.

Precisamente in questi giorni devono riunirsi qui a Ginevra lor signori della Società delle Nazioni. Noi non le abbiamo mai testimoniato fiducia alcuna, ma non credevamo però che dovesse trasformarsi in un consenso agli ordini degli Stati aggressori e assenti perchè dimissionari. Non insistiamo sul grado d'infamia d'Inghilterra e Francia, ma quale pietoso spettacolo non hanno offerto la Svizzera prima e tutti gli altri piccoli Stati nordici poi, tutti «democratici». Si riunirono non per promettersi un mutuo appoggio, ma per proclamare la loro neutralità assoluta, ossia il completo disinteressamento per l'aggressione di cui l'uno o l'altro potrebbero essere vittime. Riunirsi per darsi reciprocamente: Me ne frego di tutto quel che vi possa arrivare! A tanto si è giunti attraverso il particolare pacifismo fascista, consistente nel localizzare le guerre, ossia nel lasciargliele scatenare successivamente a suo bell'agio.

I giorni prossimi noi sentiremo quegli stessi ch'erano venuti a proclamare: il patto, tutto il patto, solo il patto! — rispondere invece a quei che ne domandano l'applicazione: Tutto fuorchè il patto!

L'ignominiosa banda si congratulerà nondimeno d'aver salvata la pace, poichè nè in Abissinia, nè in Spagna, nè in Cina, nè in Austria non vi fu dichiarazione di guerra, nè guerra, ma «confitto localizzato». Quale sarà il «neutro assoluto» o lo «Stato pacifista» che si troverà a sua volta «localizzato» fra poco?

UNIONE ANARCHICA ITALIANA Federazione delle Bocche del Rodano

BARCELLONA. — Sotto l'influenza comunista, la Spagna del *Frente Popular* sta abbassandosi quanto l'Italia di Mussolini. Ci confermano infatti che Armanetti e Crespi, benchè assolti dal Tribunale popolare, sono stati inviati dal Carchel Modello in un campo di lavoro, assieme ai fascisti ed ai nemici della causa del popolo.

Di Ortega-Coccarelli, assolto nello stesso processo, non si è potuto saper niente, malgrado tutti i passi fatti per trovarlo. L'odio cieco che gli staliniani avevano contro di lui lascia seriamente temere per la sua vita.

Rinnoviamo l'invito fatto tempo addietro ai compagni di protestare in tutti i modi presso il governo spagnuolo ed i suoi rappresentanti all'estero, affinchè cessi questa vergogna ed i nostri compagni regolarmente assolti dalla loro giustizia siano posti immediatamente in libertà.

MARSIGLIA. — Dopo la condanna di Stanchi a sei mesi, condanna avvenuta contro ogni legalità, si sono avute quelle pure a sei mesi contro i compagni Biondi e Bertola.

Biondi fu arrestato il 12 luglio. La sua dilazione terminava solamente a mezzanotte del giorno dopo (13). La giustizia del Fronte popolare ha passato oltre.

COMITATO ANARCHICO PRO VITTIME POLITICHE DI MARSIGLIA. — Entrato in funzione dopo la riunione generale del 5 marzo 1938, ecco il resoconto del suo esercizio. Per brevità non possiamo darne i dettagli interi, avvertendo però ch'essi sono a disposizione di tutti i compagni che intendono prenderne conoscenza. D'ora innanzi, il Comitato pubblicherà mensilmente il suo bilancio.

Entrate generali da marzo a luglio Fr. 5529.65 Uscite generali da marzo a luglio 6764.20 Deficit Fr. 1234.60

ENTRATE mese di agosto:

Gruppo San Marcello 43, rimborso prestito Comité droit d'asile 55.60, Gruppi: Point de Vaux 20, Dockers 56, Saint-Loup 40, di Mazargues 35, compagno di Parigi 10, compagno di Marsiglia 5, Unione Sindacale Italiana 100, Gruppo di Castres 50, Comitato pro Spagna di Parigi 200, Gruppo di Nizza 47, compagno 5, Gruppo Berneri di Marsiglia 610, ricavo sortita campestre Forestal 35.70, Gruppo di Margues 30. Totale entrate Fr. 1342.30

USCITE mese di agosto:

Timbro, carta, ecc. 30, compagno reduce di Spagna 23, compagno espulso 45.50, compagno espulso con famiglia (R.) 50, due compagni reduci di Spagna 20, viaggi per Tunisi: B. 215, P. 210, compagno espulso complemento viaggio 25, medicinali e aiuto a Trapani 100, circolari festa 16, compagno espulso (V.) 25, viaggio espulso a Toulon 25, spedizione valigia e nastro per macchina 47, alla Popote 20, due compagni espulsi 50. Totale uscite Fr. 901.50 Deficit precedente 1234.60

Uscite generali Fr. 2136.10

Entrate 1342.30

Deficit Fr. 793.80

I compagni tutti sono pregati di prendere nota delle gravi condizioni in cui versa il Comitato. Oltre all'aiuto dei numerosi compagni di passaggio, questo Comitato deve provvedere all'assistenza di Ribolini, condannato a diciotto mesi, Stanchi, Bertola e Biondi, condannati a sei mesi.

I compagni che hanno ricevuto delle schede sono quindi pregati di rimandarle al più presto ed a tutti si fa caldo appello di aiutare.

Per tutto quel che riguarda il Comitato, scrivere a Frédéric Lambert, rue des Vignes, 90, La Capelette, Marseille.

L'ultimo numero di *Frente libertario*, giornale dei volontari italiani del Centro termina con questo monito:

Oggi più che mai s'impongono queste due cose: apertura della frontiera pirenaica e libertà assoluta alla Spagna repubblicana d'acquistare armi per la sua legittima difesa. E questa voce del diritto e della giustizia non deve essere più stoltamente soffocata, ma ascoltata con tutta premura ed attenzione per la pace, la libertà e l'indipendenza che interessa non solo alla Spagna, ma a tutti indistintamente i popoli della terra.

E' voce che non pare stia per essere ascoltata.

Vita elvetica

Una volta smarrita la reata via, si erra miseramente senza avanzare verso la meta prefissa, anzi ritornando sui propri passi. E' quel che avviene al movimento socialista e sindacale svizzero.

Aderì dapprima al cosiddetto movimento delle Linee direttive, che in altri tempi avrebbe avuto successo, col concedere ai socialisti un posto nel potere esecutivo, dove il conquistatore si troverebbe conquistato dal potere stesso, sempre borghese per eccellenza. Inutile ricordare qui tutti gli esempi del passato. Oggi, però, soffia sulla Svizzera pure un vento fascista, per cui la borghesia sogna di un potere dittoriale, senza controllo e collaborazione alcuna di un socialismo sia pure edulcorato e domestico. Ora, le Linee direttive presupponevano e chiedevano di far posto ad altri elementi nel governo della cosa pubblica, e la vecchia maggioranza clericoclericale radicalborghese, per quanto scossa, si ritrovò unanime nel far fronte ai possibili pretendenti.

Nondimeno, le finanze federali esigendo un assestamento, bisognò pure rivolgersi anche alla forte minoranza socialista, e allora s'immaginò una riunione inter-partiti parlamentari, ai quali si fece ammettere su per giù il programma di lor signori con aumenti del pane e del latte, diminuzioni di salari, sottrazioni di fondi alle assicurazioni sociali e rinuncia a far pagare ai sedici miliardi di capitali sfuggenti al fisco quanto basterebbe a colmare il dissesto finanziario.

Se gli eletti hanno accettato, gli elettori non paiono, e si capisce, incantati del patetico. Tutti però trascurano di dirsi che a grandi mali ci vorrebbero grandi rimedi e che pur quelli delle Linee direttive non gioverebbero a gran che. Più il socialismo diventa necessario e più i socialisti vi rinunciano, mostrando così un'impotenza tutta a vantaggio del fascismo.

Abbiamo già parlato dell'incredibile soppressione del Partito Comunista in alcuni cantoni svizzeri. Incredibile perché se una maggioranza di partiti può decidere di sopprimere quelli in minoranza, di soppressione in soppressione si giunge al Partito unico, allo Stato-partito che è per definizione il fascismo o il bolscevismo. Il primo pretende di aver riconciliato le classi, il secondo d'averle sopresse, e quindi l'accordo universale non presuppone più opposizione alcuna e ad ogni modo diventa delittuoso.

I socialcomunisti hanno allora immaginato di chiedere la soppressione di partiti fascisti e nazisti nazionali e stranieri. E giustificare così l'interdizione fatta agli stranieri sovversivi pure d'occuparsi di politica, è ridurre a una semplice disposizione poliziesca quel che dovrebbe risultare dal contegno, dalla vigilanza e dall'azione dei cittadini. Nulla di più assurdo del chiedere misure restrittive che possono soprattutto ritorcersi contro tutte le forme di resistenza e d'opposizione dei lavoratori.

Il Consiglio federale — seguito, del resto, dal Tribunale federale — che aveva dichiarato rientrare nelle competenze cantonali la soppressione del Partito comunista, pei gruppi fascisti e nazisti si dichiara lui solo competente, ed ammonisce in tal senso il governo cantonale di Basilea. Si può immaginare quanto sia allarmato Motta di spiacere a Hitler e Mussolini! L'iniziativa popolare di Basilea, specialmente infestata di nazisti e fascisti, secondo ogni probabilità, anche se votata a grande maggioranza, non entrerà in vigore. L'incidente avrà servito però a dimostrare come intendono la difesa della democrazia lor signori di Berна. Da una parte domandano i maggiori sacrifici per una difesa contro l'invasione straniera, dall'altra la lasciano perpetrare, la tollerano e la favoriscono fin d'ora. La finanza svizzera parla apertamente di venire in aiuto a Mussolini, senza dubbio per contribuire anch'essa a salvare la democrazia!

Cassa locale pro V. P.

Rimanenza in cassa Fr. — 55
Berna: Bianchi Fortunato 5 40

In cassa Fr. 5 95

A Ginevra
si ciarla, in
Spagna e in
Cina si muore

I furori di Pagliaccio.

Considerando che non mi sarei recato per nessuna ragione a rue de Livourne, dove ha sede la Casa degli Italiani e il Consolato (per non avere certi contatti pestiferi facevo da quasi quindici anni volontieri a meno del passaporto pur conoscendone gli inconvenienti), certo Maffi, consolle italiano di Bruxelles, ossequiente agli ordini ricevuti dai padroni romani, mi ha fatto tenere con lettera raccomandata il dispaccio del Ministro della Guerra (quanto sei grande, duce!), numero 3609-18, in data 6 luglio scorso, secondo il quale con decreto del 18 aprile 1938 sarei stato escluso dall'esercito italiano «per assunzione in servizio, non autorizzata, nelle forze armate di Stati esteri».

Voltagabbana e mercenario per definizione, il duce non può concepire un uomo libero e indipendente che tira innanzi bene, se ne fraga bellamente di certe misure ciarlatesche, e sa attendere tenace, con migliaia e migliaia di rivoluzionari, col proletariato italiano tutto intero, l'ora della riscossa liberatrice e del nodo al pettine del canaglione fascista.

G. Bifulchi. ||

Pei Fratelli di Spagna.

Totale precedente Fr. 165.15
Berna: Bianchi Fortunato 10, Fratello 5 15 —
Saint-Imier: Basletto 7.30

Totale Fr. 187.45

Comitato Anarchico Italiano pro Spagna

Julien Troubet, 108, Quai Jemmapes, Paris X.
Chèques: Paris C.C. 1667-82.

Reseconto finanziario dal 1° al 31 agosto:

ENTRATE

Rimanenza in cassa il 31 luglio	4122.45
2 agosto Dario per 10 biglietti lotteria	10.—
4 » Rampini Luigi, Differdange	136.46
5 » Dario per 20 biglietti lotteria	20.—
6 » Ang. gratificazione saldo Maluza	75.—
8 » Comitato diritto d'asilo, Giloli	300.—
9 » Gruppo di Fontenay, 7 biglietti	7.—
10 » A mezzo Giurietto, Melbourne	621.—
12 » Baller, per 10 biglietti lotteria	10.—
18 » Fabrizi, Boston, scheda 71	417.65
19 » Libero Louis, Amiens, 100 bigli.	100.—
19 » Libero Louis, Amiens	50.—
27 » Rampini, Differdange, biglietti	214.—
27 » Gruppo di Juviny, 100 biglietti	100.—
27 » Guazzeroni, 100 biglietti	100.—
29 » Gruppo di Boulogne, scheda 99	67.—
Totale entrate	10252.75

USCITE

Cancelleria e spese postali	248.65
Al compagni di Madrid (generi alimentari)	500.—
Viaggi e spese diverse	323.06
Solidarietà reduci di Spagna e famiglie	5163.—
Totale uscite	6227.70

Rimanenza in cassa 4025.05

BILAN — BILANCIO

Recettes — Entrate

Vente réunions 4.90, Bern, Bianchi 9.60, Needham, Mass., Bettolo 8.70, Saint-Imier, Coullery 22.70, Zurich, Gruppo 10.20, Giannini per Aduna 20. Total 65.90

ABONNEMENTS — ABBONAMENTI

Thalwil, B. 5, R. 10. Total 15 —

SOUSCRIPTIONS — SOTTOSCRIZIONI

Bern, Bianchi 10, Chicago, Ill., I. Liberi, festa 8 maggio 34.80, Genève, Boris 2, Grenoble, lista 70 a mezzo Amero (34) 4, Haverhill, Mass., a mezzo O. Bianchi 13.05, Lausanne, Hg 2, F. Ch. 2.30, P. V. 0.50, Hte 1.05, F. M. 0.75, C. V. 0.90, R. R. 2, B. 0.50, Melbourne, G. Del Carobbo 8.15, M. Bertazzon 8.15, Needham, Mass., Bettolo 8.65, Phillipsburg, L. Botta e Trapasso 8.60, Pittston, Pa., parte pic-nic 30 luglio 42.90, Rodez, Mozza 12, Saint Imier, Baslotto 10, Somerville, Mass., V. De Anne 8.65, Tournai, a mezzo P. P. 3.70, Zurich, G. Sc. 4, Gino 1, festa Circ. Fil. Speranza a mezzo Rontagan 35.40, Galli 0.40, Guido 2, Paolo 1, Gatti 5. Total 238.65	
Total des recettes au 6 septembre	314.55

Dépenses — Uscite

Déficit du numéro précédent	1236 —
Journal n° 1005	385 —
Frais de poste	42.60
Total des dépenses	1663.60
Déficit	1349.05

La Tragedia spagnuola

Riceviamo la seguente lettera su uno dei tanti argomenti dolorosi concernenti la Spagna:

Vedo, e ne ho un nodo amaro alla gola, che riprende sui nostri giornali il ciclo delle proteste contro la reazione « repubblicana » esercitata in Spagna sugli anarchici stranieri. E, quel che è doppiamente penoso in questa tragedia, non ho ancora visto (sui giornali francesi e italiani che ricevo) alcun intervento ufficiale degli organismi CNT-FAI presso il governo di Barcellona e quello di Mosca perché venga assicurata quella libertà a cui hanno incontestato diritto gli anarchici di tutto il mondo, accorsi a versare il loro sangue. Prevengo per i compagni di Spagna che mi leggeranno, che ho sempre condivisa l'opinione del *Risveglio* sull'attitudine del movimento spagnuolo nella guerra e nella rivoluzione, e tutte le volte che ne ho avuto l'occasione, sono intervenuto con scritti, sia in francese che in italiano, e con la parola in difesa dei nostri e dei loro atti. Io domando dunque quale azione hanno svolto, quali risultati hanno ottenuto, che cosa intendono fare i Comitati CNT-FAI in difesa dei nostri compagni italiani e tedeschi dimenticati negli *in pace* dei bolscevichi, dove verranno certamente tutti uccisi, se i compagni che lo possono non agiscono senza perdere tempo.

Noi abbiamo lasciato sul suolo iberico quanto di meglio contava il nostro movimento come intelligenza, sapere, entusiasmo, combattività senza nulla chiedere. Noi siamo disposti a ricominciare gli stessi combattimenti, sia ancora in Spagna che in altro punto del globo, ma ci ribelliamo dinanzi al martirio, nella carne e nello spirito, dei nostri fratelli perseguitati sotto l'infame accusa di controrivoluzionari, appunto da quelli che servono la reazione agli ordini dei latifondisti spagnuoli e dei tiranni del Cremlino. Noi domandiamo che la FAI e la CNT difendano come conviene i caduti nelle grinfie della reazione, che a tutti gli stranieri sia concesso — senza inseguirli poi con l'accusa di disertori — di lasciare la Spagna come non si è impedito loro di entrarvi per combattere. E noi domandiamo che ci si risponda pubblicamente, come pubblicamente noi abbiamo assunta la difesa e condivisa la responsabilità dei loro atti.

A. FRANCK.

Fin dall'inizio noi avevamo la previsione angosciosa di tutti i mali che stavano per colpire la Spagna, e ci si accusò ridicolmente di pessimismo, di depressione, di disfattismo da chi si cullava nelle più rosee ed infondate speranze. Fummo a Barcellona fine ottobre 1936 in una settimana particolarmente spinosa. Arrivo di una nave russa carica di viveri, che sollevò grande entusiasmo, mentre noi vi vedemmo subito l'inizio del più odioso dei ricatti, e d'altra parte a quel momento in Catalogna e sul suo fronte d'Aragona si mancava più d'armi che di viveri. Duranti telefonava invano d'avere quasi esaurite le munizioni; impossibile di fargliene avere. Visita di sei ministri di Madrid coi quali per più giorni l'accordo parve impossibile. Venne concluso poi in presenza di Madrid investita e ritenuta perduta. Avvertimento ufficiale russo di ritenere inammissibile una critica di Berneri al regime staliniano, che suonava in certo modo come una condanna a morte, date le usanze bolsceviche. Fugace visita al fronte d'Aragona e costatazione di un'insufficienza grave d'armamento, che faceva risaltare ancor più l'eroismo di quei volontari stranieri che avendo in maggior parte fatta la grande guerra erano perfettamente consci di trovarsi per così dire campati in aria e nondimeno sognavano ed osavano le più temerarie offensive. Il fronte d'Aragona, mentre era di capitale importanza, venne sistematicamente abbandonato, anche dopo che il losco generale Pozas ne ebbe il comando e gli staliniani il controllo fino all'inevitabile catastrofe. Tralasciamo d'accennare ad altri particolari minori, che anche con tutta la fiducia pei nostri ci dovevano preoccupare. Si è arzigogolato sulle ragioni del ministerialismo dei compagni spagnuoli, che sono ben semplici. Speravano di ottenere il molto di cui mancavano, mentre non lo ebbero e subendo ogni giorno più il ricatto bolscevico finirono per trovarsi in una posizione di quasi impotenza di fronte al restaurato Stato borghese controrivoluzionario.

Dal giorno che la Spagna ebbe bisogno dell'equivoco, insufficiente e ricattatore aiuto russo fu tutta una serie di disastri che per un vero miracolo non ne hanno ancora consumata la perdita. Noi abbiamo ricevuto proteste, appelli, narrazioni concernenti le persecuzioni subite non solamente da combattenti stranieri, ma da tutte le iniziative ed istituzioni, da tutti gli uomini e settori dei nostri. Non ne abbiamo pubblicato che una minima parte, sia per mancanza di spazio, sia per la convinzione d'essere inascoltati. Stalin ciecamente approvato di assassinare tutto lo stato maggiore leninista, come non lo sarebbe di sterminare l'anarchismo? Noi non sappiamo quale sia esattamente la situazione dei compagni di laggiù, ma dai due soli giornali che riceviamo, *Campo libre!* e *Tierra y Libertad*, rileviamo ch'è

La Questione sociale

VII.

Attaccandosi ai libelli di Brissot, nella storia della Grande Rivoluzione Pietro Kropotkin è riuscito a identificare e mettere in evidenza la partecipazione e l'opera degli anarchici nel corso di quella rivoluzione. Però, siccome Brissot è uomo d'ordine, egli degli anarchici non può parlarne se non nella forma classica di brigantaggio o caos sociale, tanto più che la propaganda anarchica anche se si vuol riallacciare al Godwin (1793), positivamente comincia a formulare i suoi postulati sociali solo verso il 1848 con Proudhon. Per questa ragione il complesso dell'azione anarchica nel processo rivoluzionario 1789-93, il Kropotkin è stato costretto a fissarla nell'estremismo delle masse. Ora, per poco si riflette, quest'estremismo non sempre ha rapporti con l'anarchismo, in quanto le masse agiscono anche per motivi opposti: il fanatismo religioso, per esempio, è stato in parecchi paesi e per parecchio tempo un fermento di ribellione popolare. D'altra parte, dell'incertezza di tale versione ce ne dà la prova lo stesso Kropotkin quando sfiora ora la sezione giacobina, ora i clubs dei cordiglieri, ora gli arrabbiati, ora la Comune di Parigi, sempre ansioso di trovare quel tanto d'estremismo popolare da incastrare nell'anarchismo. Questa tesi che le idee derivano dai fatti, quando invece questi e quelli formano un tutto invisibile, ha dato consistenza a quel fatalismo scientifico della spontaneità popolare, di cui ancora parlano spesso certi compagni nostri. Ma, se è errato il voler fissare l'anarchismo nei fatti, scientificamente, è altrettanto errato volerlo limitare alle dottrine o alle teorie elaborate da qualche intelligenza perseverante dinanzi al tavolo di lavoro. Per essere nel giusto, bisogna rimanere al centro del problema: idee e fatti, fatti e idee formano un tutto indivisibile. Ora siccome nel corso della rivoluzione 1789-93 le idee anarchiche erano inesistenti, è naturale che l'azione anarchica di quel periodo doveva forzosamente riflettere questa povertà, perché invero quando le idee han raggiunto un certo grado di maturità, l'azione anarchica non manca mai di affermarsi distinta, autonoma e in opposizione alle altre, come è logicamente arrivato in Russia e in Spagna recentemente. La Grande Rivoluzione invece fu dominata in prevalenza dall'ideologia borghese, e gli stessi giacobini, i cui discendenti si trovano oggi nei Daladier, Herriot e compagnia, non avevano altra preoccupazione che il trionfo dello Stato al cento per cento, tanto che sotto questa visuale il vero Stato moderno prende le sue mosse

ben critica, come lo provano le traduzioni che ne abbiamo date nella parte francese.

I compagni spagnuoli hanno dovuto certamente far delle pratiche e delle rimozioni per le migliaia di prigionieri antifascisti, ma non hanno avuto più risultato di quello che hanno in Francia proteste identiche contro la caccia agli stranieri. Si noti altresì, da una parte, che ogni giorno si hanno diecine se non centinaia di vittime della guerra, per cui l'emozione resta smussata davanti ai maggiori mali; d'altra parte, che vigendo lo stato di guerra si applica la famigerata massima: o con noi o contro di noi, tradotta in realtà: o sotto di noi o contro di noi.

Gli anarchici sono per definizione degli extra legali, ma bisogna ben riflettere a quello che nelle particolari condizioni spagnuole potrebbe significare essere fuori legge. Se i compagni nostri tentano d'inserrarsi, dove ameremmo assai meglio non vederli, è per mantenere in certo qual modo il loro diritto all'esistenza, che potrebbe venir contestato ai rinchiusi nell'isolamento e nell'opposizione.

Il problema si pone insomma così: o una lotta aperta con tutte le sue incalabili conseguenze, o restar fedeli ad un zoppo compromesso, anche se governanti e politici lo violano, com'è l'precisamente il caso per il patto CNT-UGT.

Bisogna ben dirsi che gli staliniani e i clerico-borghesi sono più preoccupati di battere l'anarchismo che Franco. Quando li si vedono all'opera fanatici, settari, totalitari fuori di Spagna, dove si hanno ben maggiori possibilità di resistere loro, è facile immaginare la ferocia di cui devono far prova, dove possono ricorrere a un mostruoso ricatto e dove i lavoratori sono d'altra parte di fronte ad una terribile questione di vita o di morte.

L'odiosa frase: il potere, tutto il potere, non può significare che tutta la servitù, la spogliazione e la persecuzione per le masse. Fascismo e nazismo sono calcati sullo Stato partito bolscevico. Mentre lo Stato classe lasciava un certo respiro e presupponiva anzi più partiti e più opposizioni, il sedicente marxismo ci riconduce all'assolutismo, al potere mostruoso del capo, che genererà fatalmente le peggiori mostruosità. Il potere è soffocamento e perdizione.

dall'89, mentre il quarto stato pur posando la sua questione sociale nei fatti, approdò al fallimento, precisamente perché questi fatti non erano guidati dalle idee. Lo stesso '93, che bisognerà considerare come un ritorno brusco e violento verso la rivoluzione, si esaurì nel Termidoro per mancanza di vedute concrete sulla socializzazione che intendeva realizzare. S'era evidentemente compreso il « livellamento » o come si vuol dire il lato distributivo del socialismo; quanto al lato produttivo che lo subordinò, dal momento che la Dichiarazione dei diritti dell'uomo rendeva la proprietà privata sacra e inviolabile, era fatale restasse ignorata. E fu certamente in ragione di quest'ignoranza volontaria e tenacia che si approdò a quelle contraddizioni fondamentali che caratterizzano tutto il processo rivoluzionario del 1789-93. Pochi storici lo sottolineano, ma gli avvenimenti di Termidoro, che si conclusero con la caduta della Comune di Parigi e col trionfo definitivo della borghesia, ridotti ad una mera lotta di frazioni politiche, si svolsero in un'atmosfera d'apatia popolare, la quale ha le sue ragioni lontane e profonde. Sfiduciato dai continui insuccessi, il quarto stato, senza il quale ogni tentativo rivoluzionario era impossibile, s'era ripiegato su se stesso, facendo, dinanzi agli avvenimenti, la stessa mossa dello struzzo per non fissarne la dura realtà.

Ma, a parte l'assenza di positivismo rivoluzionario da parte degli elementi più progressisti del quarto stato, un altro fatto capitale colpisce la nostra attenzione: cioè, nel 1793 la borghesia trovò un alleato tanto più potente quanto più insperato, nella crisi economica che, come abbiamo notato, iniziata verso il 1600 con l'emigrazione della campagna verso la città, toccò il suo punto massimo nel 1793.

Questi due fatti capitali: la sfiducia delle masse popolari nella rivoluzione sociale in ragione della sua costante depravazione politica, e la crisi economica che, mentre asserviva maggiormente le forze produttive, rinforzava il sistema dello sfruttamento, dominano ancora i tempi nostri. Di essi sarebbe colpa imperdonabile non tenerne conto, per l'avvenire, in ogni contingenza storica.

E' certo che la tremenda crisi economica che colpì fino ad esaurirla la Grande Rivoluzione, nota sotto la definizione corrente della *terre qui pleure*, aveva aspetti diversi della crisi odierna, nel fatto che mentre quella era crisi di sottoproduzione, sia per la mancanza di braccia che per lo stato feudale in cui versava l'agricoltura, la cui meccanizzazione e razionalizzazione fan parte dell'epoca nostra, questa è crisi di sovrapproduzione, allo scopo di mantenere il prezzo, base del sistema capitalista; tuttavia sia l'uno che l'altro approdano allo stesso risultato pratico, cioè al rafforzamento dello sfruttamento.

E' calcolo difficilissimo fissare i salari durante la Grande Rivoluzione, in quanto in scala identica, anche se non nelle medesime proporzioni, si produsse la stessa *débâcle* finanziaria che colpì gli Imperi centrali nel dopo guerra, però da quel che si può raccolgere con sicurezza si sa ch'essi furono poverissimi, quando si tenne conto che un sacco di farina costò fino a 20.000 livres, un vestito 25.000, e un pranzo frugalissimo 500 livres. I 45 miliardi di assegnati messi in circolazione dovevano forzosamente favorire quella speculazione, contro la quale rimanevano impotenti la ghiottissime e le lanterne. Ma all'epoca era più facile attaccarsi all'effetto che alla causa, in quanto anche i tecnici ignoravano le determinanti del fenomeno. Non sappiamo per quale ragione Louis Blanc fosse indotto a dichiarare che gli assegnati, rovinando gli ordini esistenti (clero e nobiltà), favorirono l'opera della rivoluzione, quando invece si produsse il fenomeno opposto. Chi conosce la baionda cartacea dell'Austria e della Germania cui veniamo di accennare, non può certo affermare ch'essa favorì la causa del proletariato rivoluzionario di quei paesi. Del fenomeno finanziario, il quale costituisce un altro fatto capitale della rivoluzione, non si può mancare di tener conto in avvenire.

Col Consolato e l'Impero, la crisi che aveva colpito a morte la rivoluzione, cominciò ad alleviarsi. I salari monitarono, perché, come nota giustamente Levasseur, dato lo stato di guerra, la mano d'opera faceva difetto, e una certa industria (quella bellica) veniva ad essere sviluppata in proporzioni fin allora sconosciute. E' noto, d'altra parte, che l'ex sanculotto (Napoleone) si vantava d'aver risolto la crisi con la mobilitazione permanente di parecchie classi di lavoratori, e con lo sviluppo dell'industria di guerra. Hitler e Mussolini ci danno oggi la ripetizione della stessa logomachia. Però, dopo l'inevitabile Waterloo, la borghesia, irriducibile, voltò le spalle al piccolo Corso, e così dal 1815 al 1850 sviluppò considerevolmente il volume dei suoi affari. Potrebbe arrivare altrettanto al fascismo. E' dovere del proletariato rivoluzionario non accettare nessuna soluzione in tal senso, ma prepararsi tenacemente a che la borghesia paghi con la soppressione il fio delle sue colpe.

STATISMO E COLLETTIVISMO.

Non manca chi rimprovera ai nostri antenati l'assenza di vedute panoramiche in materia rivoluzionaria; ma, e qui il giudizio di Kropotkin è preciso, ogni rivoluzione dà sempre quel che c'è nell'aria. E' una lezione di cui dovrebbero far tesoro soprattutto i dot-

trinari, in quanto se il puro fatto approda al semplice esaurimento ribelle, la pura dottrina non può mancare d'approdare all'amorfismo, o allo smarrimento rivoluzionario. Roma e Atene fuse rappresentano una forza di progresso, ognuna per la propria strada conducono, invece, ad un inevitabile regresso: è la storia che ce lo dice.

D'ordinario si condanna il passato semplicemente perché ne siamo vittime, ma le idee si sviluppano sicure anche se lente, così per non scoraggiarsi e abbandonare la partita, come molti fanno, noi dovremmo considerarci gli anelli d'una lunga catena.

Dalla Grande Rivoluzione ad oggi gran parte del quarto stato è dominato dall'idea fissa che si possa arrivare al comunismo mediante il governo forte. Questa idea trasmessa a Marx dai seguaci della Lega degli eguali, per i quali tutta la questione rivoluzionaria era ridotta al complotto politico, è messa in pratica da Stalin, il quale, distrutto il vecchio partito bolscevico, domina il proletariato russo, mediante la polizia politica, principio e fine del nuovo partito.

Però, la fine in dittatura antiproletaria della Rivoluzione di Ottobre, anche se i numerosi agenti bolscevichi sparsi nelle cinque parti del mondo vogliono asserire il contrario, presentandoci i progressi industriali dell'U.R.S.S., come se altrove la tecnica non arrivasse agli stessi risultati, va orientando verso nuove mete l'avanguardia del proletariato rivoluzionario di tutti i paesi. La storia dei miracoli del comunismo autoritario iniziata dai giacobini, chiude la sua larga parentesi coi bolscevichi.

C'è chi vuol trovare nella Comune di Parigi del 1871 il distacco netto del proletariato rivoluzionario dall'idea giacobina, però quel movimento anche se federalista non può definirsi francamente libertario. La storia d'una vera e propria partecipazione anarchica nella rivoluzione, data dalla Rivoluzione russa. I sovieti, di evidente ispirazione anarchica (come i consigli d'opera o di contadini in Spagna dopo il 19 luglio 1936), si ersero fin dall'inizio contro le mene bolsceviche, e la lotta fra i due campi dovettero particolarmente dura, se Trotski fu costretto ad azionare le mitragliatrici a Mosca ed a Kronstadt. E, se l'anarchismo sortì schiacciato dalla prova, le ragioni non sono affatto basate sull'assenza delle sue qualità sociali positive, ma nel fatto riconosciuto che gli anarchici rappresentavano un pugno d'uomini nella vastità del territorio russo, un pugno d'uomini che dopo aver sconfitti Kolciak e Denikine, attaccati dallo Stato, ricostituitosi mentre essi si davano corpo e anima alla difesa della rivoluzione minacciata dalle orde mercenarie, dovettero essere fatalmente travolti. Ma l'anarchismo in Russia non è ancora definitivamente sconfitto, e ce ne danno la prova i costanti libelli bolscevichi contro gli anarchici. Riprenderà la sua attività non appena un soffio di libertà spirerà sulle oppresse e sonnolenti popolazioni russe. Comunque spetta agli anarchici russi l'aver iniziato l'era della partecipazione anarchica alla rivoluzione quale corpo autonomo per tattica e dottrina, in conflitto cosciente contro la statizzazione.

A distanza di pochi lustri in Spagna hanno partecipato in scala più vasta agli avvenimenti del 19 luglio, realizzando quel che in Russia non fu possibile neppure iniziare: la collettivizzazione, sfatando così con la prova materiale la leggenda sull'inconsistenza delle idee anarchiche. La difesa della rivoluzione, sulle barricate prima e al fronte dopo, non ha fatto restare indifferenti avversari e nemici dell'anarchismo, il quale dopo questa seconda esperienza rappresenta il solo nemico numero uno degli sfruttatori dell'oggi e del domani, se la potenza d'un'idea deve misurarsi dal numero dei suoi nemici.

Nella retroguardia, con le collettivizzazioni l'anarchismo ha dimostrato di possedere una base economica, produttiva come distributiva, superiore alla statizzazione, la quale si è avverata non solo controrivoluzionario, ma costosa, burocratica, inefficace. Gli economisti spagnuoli sono categorici sull'argomento. Dunque, dopo gli avvenimenti del 19 luglio, i quali sarebbero stati impossibili senza il tempestivo intervento degli anarchici, l'anarchismo esce rinforzato dalla dura prova. La statizzazione invece si è avverata disastrosa in tutti i settori e, chechedè strombazzino i suoi partigiani, essa ne esce fiaccata. Il bolscevismo, come il giacobinismo, si è avverato un improvviso e sicuro alleato della reazione. In Spagna in onto all'anarchismo ha fomentato la reazione di Negrin, mentre all'esterno partigiano del non intervento o dell'indifferenza per quanto accade nella penisola iberica, partecipa alle sedute burlesche del comitato e sottocomitato di Londra, e fornisce benzina all'aviazione franchista.

Sotto la visuale anarchica, la questione sociale ha fatto un passo gigantesco in un trentennio. L'anarchismo è passato per tutte le prove: dall'attentato e dai processi per ragioni di propaganda, è arrivato alle sue conclusioni pratiche sul terreno sociale. Ed è inesistente! Possiamo quindi affermare che la terza fase della storia dell'umanità, la scomparsa del salario o dello sfruttamento dell'uomo sull'uomo, sarà conclusa dagli anarchici. E' più che mai di attualità la profezia fatidica di Bovio: « Verso l'anarchia va la storia! » — tenendo sempre presente però la divisa di Malatesta: « Pensiero e volontà ».

(Fine.)

v.

La resistenza spagnuola

«supremo sforzo» intitolava il Bertoni uno stralcio di una mia lettera. Si era all'inizio della grande e... decisiva offensiva fascista, cui si aggiungeva l'attacco terroristico su vasta scala contro Barcellona.

Il momento era veramente patetico. Però in un «supremo sforzo» la Spagna riuscì a trovare insospettabili energie. Quella ripresa di fiducia, quella rinascita del senso eroico, e soprattutto l'energia incommensurabile spiegata dagli organismi proletari e antifascisti, costituivano elementi d'importanza incalcolabile nello svolgimento del destino della Spagna.

Lo schiacciamento fulmineo, su cui contava il fascismo internazionale, e non solo il fascismo, non avvenne! La Spagna ha fin realizzato il miracolo di saper resistere malgrado si trovi tagliata in due parti e impossibilitata di manovrare «per via interna».

L'accordo anglo-italiano andò all'aria; e anzi nell'Internazionale diplomatica si presta gradualmente una certa... considerazione alla Spagna repubblicana. Singolare situazione morale quella attuale del mondo, indice dello stato di decaduta di tutti i valori spirituali e intellettuali che erano altra volta il vanto della borghesia. Una situazione in cui un popolo deve conquistarsi del credito a forza di sacrifici e di martirio.

Una macabra bilancia! Sopra un piatto il calcolo freddo e cinico; sopra l'altro l'olocausto di un popolo. Ed il popolo spagnuolo, posto nell'alternativa inderogabile di sacrificarsi o piersarsi, accetta il sacrificio.

Nel delirio dello sforzo supremo, nella fornace che avvampa i cuori e centuplica le energie, per evitare lo schiacciamento profilantesi, si sono compiuti gesta epiche, ed è stato possibile svegliarsi un bel mattino con l'annuncio del passaggio dell'Ebro.

E certamente è sorprendente come un esercito e un popolo, dati per perduti e alla vigilia della catastrofe finale, possano effettuare una tale operazione, che ripone un po' di equilibrio nella situazione e lascia intravvedere ai nemici lo spettro della guerra prolungantesi al di là del previsto, con tutte le incertezze e il mistero di cui si avvilluppa sempre il futuro.

Una resistenza come quella che realizza la Spagna, sotto tutti gli aspetti, è possibile in parte per il naturale fondo di stoicismo che caratterizza gli spagnuoli, in conseguenza delle innumerevoli peripezie di cui s'intesse la loro storia; ma anche, e soprattutto, perché non si tratta di una mobilitazione ordinaria e di una guerra piovante sul popolo a sua insaputa. Qui gli organismi principali della mobilitazione, materiale e spirituale, sono stati e sono gli organismi sindacali e gli aggregamenti politici; e la guerra è sentita come una conseguenza dello stroncamento del colpo di Stato fascista. Stroncamento effettuato dal popolo, il quale quindi ha assunto innanzi a se stesso e innanzi alla storia l'impegno di condurre a compimento l'opera iniziata o di soccombere nella lotta.

I sindacati si sono affermati in maniera inequivocabile come strumenti preziosi per organizzare la resistenza e temprare il popolo, infondendo sentimenti di grandezza morale e di eroismo. E' questa un'esperienza preziosa per l'avvenire del nostro movimento.

Naturalmente la stessa esperienza conferma molte delle pregiudiziali anarchiche nei confronti del sindacalismo, il quale in definitiva, come tutto ciò che è connesso all'uomo, ha avuto occasione di rivelare le sue virtù e le sue pesanze. Ma di ciò in altra occasione.

E' ammesso da tutti, e i recenti fatti militari lo suffragano, che senza l'intervento straniero la guerra di Spagna sarebbe stata molto meno lunga e la sconfitta di Franco sicura. In tal caso la guerra avrebbe conservato il suo carattere originario di guerra civile con tutti i suoi possibili sviluppi. Invece il prolungamento della guerra stessa e il massiccio aperto apporto degli Stati fascisti hanno trasformato quello che inizialmente era lo stroncamento definitivo del colpo di Stato militare-clerico-reazionario in una vera e propria «guerra d'indipendenza».

Il fenomeno si è accentuato, com'era naturale, in seguito ai lutti eventi che minacciavano di precipitare la situazione a favore della congiura reazionaria.

«A mezzi estremi estremi rimedi!»

E qui subentra un'altra esperienza: quella del ridestarsi prepotente del sentimento «patrioticco» innanzi alla minaccia di «perdere» quel territorio in cui si è lottato, specie in un momento in cui si sono guadagnate delle battaglie e in cui era in marcia un processo ascensionale dal punto di vista progressista. Del resto, non è nuovo nella storia il fatto che i veri «patriotti» sono stati sempre i rivoluzionari e i progressisti delle relative epoche.

Si è che la libertà, il socialismo, l'anarchia, o altro ideale avveniristico non possono che applicarsi in un lembo di «terra»; ne consegue che quando tale lembo di terra è minacciato dalle orde reazionarie, indigene o straniere, sorge prepotente la necessità d'impedire che tali orde cancellino fin quelle conquiste preesistenti, che erano garanzia e possibilità per ulteriori sviluppi.

Nonostante la guerra sia sempre — e ne siamo consapevoli — gravida d'incertezze e di pericoli.

Sul terreno della «liberazione nazionale» la guerra ha ricevuto l'apporto di forze che altri-

Dalla Francia

Il signor Daladier — l'attuale capo del governo di Fronte popolare francese — l'uomo che il 7 febbraio 1934, dopo un tentativo insurrezionale mancato delle bande fasciste, invece di restare a difendere la legalità repubblicana, si affrettava a cedere il posto al governo prefascista di Doumergue, col suo discorso di domenica scorsa, vera requisitoria contro la classe operaia e minaccia aperta alle sue conquiste che riuscì a strappare con la sua azione diretta del giugno 1936, ha lasciato cadere un altro lembo della sua maschera di giacobino per mostrare così la sua vera natura di politicamente al servizio delle oligarchie industriali e finanziarie.

Ma, in verità, alcune tracce di giacobinismo, vale a dire di spirito e di metodo autoritari e dittatoriali, trasudano dal pensiero e dall'atteggiamento del signor Daladier. Non ha egli infatti lanciato il suo discorso-bomba senza darsi la pena di consultare i suoi collaboratori al governo? Non ha egli rivendicato per gli industriali il diritto d'imporre agli operai gli orari di lavoro che tali pretesi rappresentanti dell'«interesse nazionale» ritengono necessari? E non ha altresì rivendicato per i capitalisti — sempre senza dubbio in omaggio all'«interesse nazionale» — il diritto e la libertà di sottrarre il capitale al circuito monetario e agli investimenti all'interno per esportarlo in tutt'altro paese che presenti una maggior sicurezza e un profitto maggiore, quand'anche ciò dovesse costituire un danno materiale e morale per il paese?

Come è facile constatare quello del signor Daladier è una specie di giacobinismo rovesciato. Mentre infatti i giacobini del 1793 applicarono la maniera forte contro la speculazione sugli assegnati e contro il feudalismo incarnato dalla nobiltà terriera e chiesastica, che pur d'impedire il processo di formazione d'un regime più umano non rifuggivano dal tramare con la reazione europea un'invasione della Francia, il giacobinismo del signor Daladier opera contro le forze di progresso sociale per conto di quelle di conservazione e di reazione francesi ed estere. E', di fatto, il giacobinismo della controrivoluzione preventiva, ossia del fascismo.

E come non rilevare che il compito controrivoluzionario dei Daladier e compagni è stato facilitato dai marmottoni del parlamentarismo e della collaborazione di classe, sul cui altare immolarono nel giugno 1936 lo slancio d'azione diretta delle masse produttive per conquistare posizioni che potevano e dovevano costituire il punto di partenza di un importante processo di trasformazione sociale?

Ma il brutale attacco dell'uomo del 7 febbraio avrà, giova sperarlo, avuto un effetto rivelatore della reale situazione, avrà servito a gettare uno sprazzo di luce sul vicolo cieco in cui la classe operaia è sospinta, acciuffata da due anni di governo d'un cosiddetto Fronte popolare, nonché dalla collaborazione con la piccola borghesia ed i ceti medi democratici partigiani e difensori di un regime che non può vivere che del sudore e del sangue dei produttori, e che di fronte alla crisi sempre più grave dovuta al suo sfruttamento non vede altro scampo che il rinforzo della propria dittatura.

Il socialriformismo francese resta, malgrado le lezioni d'un passato remoto e recente tenace nell'illusione e nell'errore di voler modellare l'azione emancipativa del proletariato sul presupposto di una superiore solidarietà nazionale e di poter sospingere il processo di trasformazione della società capitalistica in socialista sul solco ed al livello dello sviluppo della scienza e dei metodi produttivi; di fare insomma l'economia di una rivoluzione.

Eppure le vicende della Grande Rivoluzione costituiscono una patente smentita a tali concezioni del divenire sociale. La feudalità

menti sarebbero state meno fervorose se non ostili. Tuttavia l'elemento di più grande propulsione, della più completa devozione e della maggiore responsabilità rimane l'elemento operaio attraverso le sue sindacali e le sue formazioni politiche di avanguardia. Appunto perché l'elemento operaio, e specie le sue minoranze rappresentative, sente che tutto sarebbe perduto per un lungo periodo se trionfasse il fascismo.

L'esperienza dimostra che i regimi totalitari hanno la... pelle molto più dura di quanto non si opinasse e riescono a trovare risorse insospettabili. Tale esperienza deve avere, è probabile, la sua influenza nella titanica volontà di evitare il flagello.

Quanto a noi, sono convinto che in generale si rimane tutti solidali con la Spagna antifascista, sia per l'istintivo spirito di simpatia verso i colpiti dall'ingiustizia e minacciati dalla forza bruta; e sia perché, come rivoluzionari, sappiamo che la vittoria repubblicana rappresenterebbe una serie sconfitta per i regimi totalitari, specie per quello italiano, che vi si è impegnato più... totalitariamente...

Con possibilità di sviluppi impossibili a prevedere. Senza cadere in infantilismi e in facili ottimismi, è ciò una eventualità non completamente... utopica. Comunque sarebbe bene fare in modo che una tale congiuntura non ci sorprenda alla sprovvista.

L'esperienza spagnuola ci sarebbe in tal caso preziosissima.

Barcellona, 13-8-1938. Consiglio Umberto.

Deformazioni.

Nella *Giovine Italia* del 23 scorso luglio si leggeva:

La Francia che ha un senso acutissimo delle circostanze, ingigantito dal pericolo e dall'orrore del sangue, ha fatto accoglienze grandiose ai sovrani d'Inghilterra. Sa ch'essi rappresentano la possibilità morale e militare di resistenza alle imposizioni del fascismo.

Nello stesso giornale si può leggere:

Il signor «stella» del *Popolo d'Italia* si rallegra perché ci sono degli indesiderabili in Francia, che, non sapendo dove rifugiarsi, potrebbero essere messi in un campo di concentramento e costituirebbero «l'internazionale del ferro spinato». Non si illuda il *Popolo d'Italia*. È molto probabile che in Francia non vi siano campi di concentramento per nessuno: in ogni modo, non vi guarderebbero i rifugiati politici, ma i delinquenti comuni, specializzati in quel tipo di delitto che la polizia internazionale perseguita: borsaioli, ruffiani, spacciatori di droghe, ladroni incorreggibili, ecc., ecc.

Questa prosa ci lascia un po' delusi. Essa non ha niente di repubblicano, per noi che ne abbiamo conosciuti parecchi gagliardi e integri. E' circospetta, tutta inviluppata.

La visita dei sovrani inglesi a Parigi non costituisce quella garanzia democratica cui allude *La Giovine Italia*. Quando potremo tirare i conti della tragedia spagnuola, allora il ruolo del fascismo italiano apparirà sotto la sua vera luce: esso è il gendarme dell'imperialismo inglese. Quanto alla democrazia inglese, *La Giovine Italia* non dovrebbe ignorare che nel 1792 essa prese l'iniziativa della coalizione contro la Rivoluzione francese, e questa coalizione dura ancora. Quanto al resto, alle cinquanta *milles bleues* del sovrano, alla toelette imperiale della sovrana, alle espulsioni e condanne cui furono sottoposti i nostri compagni in quella circostanza, è semplicemente uno scandalo senza precedenti.

Riflessioni d'attualità

Localizzazione.

Alcuni compagni francesi risolvono tutte le questioni con una straordinaria facilità: L'Alessinia me ne frego! La Spagna, la Cina, l'Austria, la Cecoslovacchia, altrettanti: Me ne frego! — il che non richiede molta comprensione, riflessione e immaginazione. Fregarsene in pace dell'asservimento di diecine di milioni d'uomini è tutto fuorché rivoluzionario, e non è neppur pacifista il disinteressarsi delle guerre col pretesto di «localizzarle». La localizzazione attuale abbraccia tre continenti!

Attitudine borghese.

Nel campo borghese si prevede che ci vorrà ancora un anno per vincere la resistenza repubblicana, un anno ancora d'atrocità massacranti quali tutti sono d'accordo di non lasciar intervenire che Hitler e Mussolini, perché così lo vuole l'interesse generale del capitalismo al disopra dei singoli imperialismi. Codesti imperialismi, dopo schiacciato e ben schiacciato il comune nemico proletario e rivoluzionario, verranno a un regolamento di conti per il quale stanno preparando i più formidabili armamenti.

Inettitudine proletaria.

Nel campo proletario si rimane indifferenti al martirio della Spagna. Di quando in quando si rompe il silenzio con un vibrato ed energico ordine del giorno, accompagnato dai deliranti applausi, dal canto dell'Internazionale e dai pugni tesi. Ultimamente, anzi, si è scoperto che valeva meglio tender le mani, invece dei pugni, a fascisti e clericali. Si è che a Spagna vinta e perché sarà vinta, consente e complice il partito di masse, si prevede la confligrazione con relativa unione sacra agli ordini di lor signori della finanza.

Politicanismo.

In Francia, crisi del Fronte popolare, il quale in realtà non ha mai esistito che elettoralmente. Al governo i suoi ministri di tutte le gradazioni, hanno fatto la politica estera del fascismo, la politica finanziaria delle duecento famiglie e stanno distruggendo quel tanto di politica sociale, realizzato dall'azione diretta ed extralegale dei lavoratori. Prima si è parlato di pausa, di fermata sulle posizioni ragionate, ma ora si esige l'indietreggiamento. E se ne dà come ragione e come compenso la necessità d'essere pronti a farsi macellare, dopo aver soprattutto preteso di fare una politica di pace. I soliti miracoli dei politicanisti.

Degradazione popolare.

Notizie tutte concordanti dall'Italia ci fanno sapere che la guerra di Spagna è mal veduta da tutti, a cominciare dalle camicie nere che non si sentono di rischiare la pelle sul serio. Ci sarebbe insomma da rallegrarsene, ma quando si pensi che ad onta delle migliaia di morti e di feriti, della fiscalità aggravata per spremere i miliardi necessari alla guerra infame, Mussolini può continuare a suo bell'agio l'infame spedizione che vale all'Italia il pane nero, ci si chiede a quale spaventoso punto di degradazione abbia mai potuto giungere il popolo italiano, e non si può più nutrire le illusioni dei pacifisti sul suo conto.

Ratti inquieto.

Mussolini ha iniziato la persecuzione antisemita, col pretesto del razzismo, ma in realtà perché è naturalmente spinto ad annientare ogni forza fuori della propria. E il papa che se n'è accorto pensa che potrebbe venire la sua volta in Italia, come in Germania e in Austria. Perché se sta di fatto che la Chiesa romana è una potentissima organizzazione, non è meno vero che gran parte di tale potenza è dovuta alla tolleranza, al favoritismo, ai privilegi di cui gode. Non appena si urti ad una decisa volontà contraria di forze umane, tutte le sue forze divine non contano granché. Essa non trionfa che dove, col pretesto di pace confessionale, le si lasciano commettere liberamente tutte le intromissioni, invasioni e manomissioni. Papa Ratti è preoccupato sul serio.

Marx e marxisti.

Nitti, quel della Guardia Regia, ha pubblicato un librone contro il marxismo e i marxisti. Noi non intendiamo difenderli, tutt'altro, perché abbiamo ragioni, sia pure diametralmente opposte, per attaccarli. Ma più d'una volta ci siamo posta la questione: Vi fu mai al mondo un solo partito realmente marxista? Marx s'era detto comunista, e tutti i cosiddetti partiti marxisti s'intitolarono socialdemocratici o socialisti, compreso quello di Lenin. Costui aspettò a battezzare il suo partito comunista d'essere al potere, per confessare, del resto, che intanto si limitava a fare del semplice capitalismo di Stato. Pochissimi hanno fatto le opere di Marx. La grande maggioranza di quei che votano «marxista» non conoscono neppure il famoso Manifesto Comunista del 1847. In fatto di marxisti, a parte qualche onorevole eccezione, non si è avuto che una banda d'arrivisti, ansiosi d'acciuffare, all'inizio di principi e di dottrine, un potere che quasi sempre, spiacenti a borghesi e proletari, non sappero conservare.

Si avrà la guerra?

E' la grande questione che viene posta da tutte le parti con una curiosità quasi indifferente, che lascia prevedere una rassegnazione completa a quel qualsiasi evento che si avrà. Ciascuno pensa che forse personalmente potrà uscirne indenne, quanto agli altri sarebbe da Don Chisciotte, come dice Daladier, preoccuparsi. Intanto, l'uomo della strada mangia, beve, dorme e veste panni come se nulla lo minacciasse.

Come il fascismo è nato da una passività morale rivoltante, la stessa passività perdurante ne uscirà la guerra, e quei che pensano salvarsi con la diserzione, riflettano che tutte le frontiere saranno ereticamente chiuse. La Svizzera respinge già i fuggiaschi ebrei d'Austria, benché le comunità israelite svizzere abbiano preso a loro carico il mantenimento e l'alloggio. E' facile immaginare quel che avverrebbe coi disertori di guerra!

Le Collettività agricole

Ramon Porte, segretario della Federazione Regionale di Contadini della C.N.T., ci parla delle collettività agricole di Catalogna:

Parlare del presente delle collettività contadine di Catalogna, non serve a nulla, poiché il presente è la consolidazione del passato e bisogna pertanto tenere in conto il cammino percorso e gli ostacoli sormontati, per poter apprezzare, nel suo giusto valore, l'efficacia del nostro lavoro e giudicare se le collettività agricole corrispondono alle esigenze di una nuova organizzazione economica della società.

Tutto ciò che esce dai sentieri abituali, trova nemici acerrimi e, soprattutto in una trasformazione profonda come questa, anche se d'utilità generale, coloro che si sentono pregiudicati, impiegano tutte le armi delle quali dispongono per opporsi al cammino del progresso sociale.

Nemici d'ogni specie abbiamo incontrato. Alcuni si sono accontentati d'abbaiare dietro a noi, altri ci hanno morseduto anche con morsi velenosi che danno ferite mortali. Ma, malgrado tutto le nostre collettività resistono agli attacchi e superano tutte le difficoltà che vengono frapposte intenzionalmente. Tutta la gioventù, forza motrice del movimento collettivista e nervo dello spirito innovatore, è al fronte lottando con le armi alla mano o fortificando, ma i compagni che restano, i più anziani, e le donne lavorano con fermezza per strappare alla terra il reddito massimo perché sanno che l'agricoltura è una delle basi fondamentali della vittoria. Possiamo affermare che le collettività agricole di Catalogna hanno trionfato economicamente e moralmente.

Il loro contributo alla guerra ed all'economia generale è stato enorme. Guidati dal pensiero che la produzione agricola è un fattore decisivo, pari ai trionfi sui campi di battaglia, le collettività hanno aumentato continuamente la produzione, trasformando terreni aridi in irrigati, mediante canalizzazioni, pozzi, installazioni, ecc.; intensificando l'impianto e la semina, d'accordo con le condizioni del terreno, e creando nuove fattorie per l'allevamento del bestiame.

Dimostrano inoltre il loro spirito di fraternità e di solidarietà umana accogliendo tutti coloro che hanno la disgrazia di dover abbandonare le loro terre le loro case per colpa dell'invasione fascista. Questo contegno umanitario delle nostre collettività è un fattore positivo ed importante in favore della guerra. In primo luogo, senza il loro aiuto, tutte queste famiglie vegeterebbero trascinando di strada in strada e di villaggio in villaggio la loro disgrazia, aumentando così al Governo le difficoltà per risolvere il difficile problema dei rifugiati, giacché sono migliaia le famiglie che, nella collettività, hanno trovato un nuovo focolaio. Nel medesimo tempo essi riempiono il vuoto lasciato nel lavoro dai richiamati sotto le armi, e i lavori del campo possono continuare in condizioni quasi normali.

La prima domanda che fanno tutti gli evacuati all'arrivare a un nuovo villaggio, è dove sta la collettività e tutti affermano di essere stati collettivisti, benché molte volte si sappia che, qualcuno di loro, aveva, prima, combattuto energeticamente le collettività nella loro regione. Da che dipende questo fatto? Risponde semplicemente alla realtà delle cose; sanno che nelle collettività troveranno la porta aperta ed un calore di solidarietà che a loro negato dagli individualisti.

Concretando, come contributo alla guerra, in senso morale ed economico possiamo dire che, se tutti i contadini si fossero comportati come le collettività, nessun compagno evacuato sarebbe attualmente senza lavoro, e, siccome il lavoro è produzione, la nostra economia agricola si troverebbe ora su un piano ben differente e migliore dell'attuale.

Non vogliamo parlare dei donativi in natura che le collettività hanno inviato al fronte. Troppi esempi dovremmo citare. Ricorderemo però che le famiglie dei collettivisti che sono al fronte hanno la vita assicurata.

Di collettività importanti ne potrebbero esistere a centinaia se, fin dalla nascita, tutto l'entusiasmo, la volontà e il dinamismo dei componenti avesse potuto espandersi in seno alla collettività. Ma quanti sforzi sterili sono stati fatti? La collettività è come una nave: col mare calmo arriva presto al porto ma con mare tempestoso benché sia diretta da esperti ed entusiasti marinai, non può avanzare con la stessa rapidità e qualche volta affonda. Le collettività sono passate,

e passano, attraverso tempeste provocate da interessi economici e politici che non vogliono morire. Si coltiva l'egoismo e si lusinga l'ignoranza con un piano ben premeditato, tanto se le correnti procedono dall'interno che dall'esterno.

Il certo è che la tempesta soffia e che per sedarla, sciupiamo inutilmente molte energie necessarie a più fecondo lavoro. Nei villaggi dove esistono anche molte industrie, dove i membri di una stessa famiglia, hanno attività distinte nel lavoro agricolo o industriale, le collettività si reggono su paga individuale (150 o 160 pesetas alla settimana) mentre nei villaggi eminentemente agricoli, dove non esiste altro genere di lavoro, il salario è familiare e conforme alle necessità della famiglia, ma con l'obbligo di cooperare tutti al lavoro agricolo. La nostra organizzazione però ha un'unica traiettoria orientatrice e le differenze di struttura sono dovute unicamente alle caratteristiche diverse dei luoghi di residenza.

L'influenza sull'economia del paese delle nostre collettività, è di un'importanza tale che nessun organismo agricolo catalano può prescindere da noi per regolarizzare e normalizzare un controllo di produzione ed amministrazione. Ciò che si facesse alle spalle dei contadini della C.N.T. non avrebbe esito né stabilità, e non permetteremo mai che i nostri sforzi e la nostra economia servano da pedana a scopi politici.

Ecco un esempio dello sviluppo economico della collettività agricola di « Hospital del Llobregat ». Basterebbero questi due dati essenziali:

Esistenza in cassa al nascere della collettività Pts. 20.000; a fine giugno 1938 3.000.000.

Ma vogliamo dare un'idea del progresso fatto:

1936 fine novembre	Pts. 15.737,25
1937 fine febbraio	> 131.865,55
1937 fine maggio	> 472.605,65
1937 fine agosto	> 836.824,50
1938 fine marzo	> 989.005,—
1938 fine giugno	> 2.887.836,68

Crediamo che tutti questi dati siano abbastanza eloquenti per dimostrare il lavoro fattivo e l'importanza decisiva delle collettività nella nostra guerra. Il valore di una collettività però non si misura solo dal suo volume. Ve ne sono che, benché piccole, hanno una grande importanza morale perché formano come una sola famiglia. I fondatori, piccoli proprietari e militanti da molti anni nella C.N.T. o nell'anarchismo si sono disfatti volontariamente dei loro averi per il bene comune, regolando in modo equo e soddisfacente per tutti, la distribuzione delle ricchezze prodotta. E' ammirabile vedere che, in mezzo a uno scatenarsi feroce d'egoismi, sono a dozzine le collettività che si reggono a base dell'appoggio mutuo e fraternali fra i lavoratori.

La Battaglia dell'Ebro

Dopo quindici giorni di tenace controffensiva fascista contro le posizioni conquistate gloriosamente dall'Esercito Popolare sulla riva destra dell'Ebro, l'esito continua a coronare l'opera dei nostri soldati.

Circa un contino d'apparecchi italo-tedeschi, vari reggimenti di « Regulares », la quarta divisione dei requetes di Navarra, e le bandiere di Falange « Castilla » e « Montserrat » sono state decimate al loro arrivo sul fronte dell'Ebro. Le perdite fasciste ammontano a circa 20.000, e le posizioni importanti, in questo nuovo settore di guerra, sono ancora nelle mani della Repubblica. La Sierra di Pandola, formata di colline di 500 a 600 metri d'altezza, è sempre in potere delle forze leali, ed essa è la chiave che domina il corso dell'Ebro e le comunicazioni tra l'Aragona e la Catalogna nella regione di Tortosa.

A nulla servono gli sforzi faziosi per sloggiarci da un terreno che, non solo consideravano inespugnabile, ma che erano sicuri di riconquistare al primo assalto delle nuove truppe ritirate da altri fronti. A poco o nulla gli serve il mantenere in costante attività più di 20 batterie da montagna piazzate contro la barriera rappresentata dall'Esercito Popolare segnando una linea che va dal la riva destra dell'Ebro a Gandesa.

Nullo, o quasi nullo, è il continuo bombardamento delle trincee repubbliche ed ancor più quello della sua retroguardia. Ogni soldato ed ogni antifascista al suo posto, irremovibili tutti. Questa è l'unica risposta degna, che ha avuto per corollario la sicurezza che tutti i paesi democratici hanno nel trionfo del popolo spagnolo.

Durante le ultime ore passate sulla

riva dell'Ebro, ho potuto comprovare lo spreco di mi tragica fascista. Pocissime espressioni di virtù e nessun fatto eroico personale da parte dei ribelli, che sarebbero i primi a farli risaltare. Argomento a lunga portata, e la perfidia dell'aviazione, di fronte al valore collettivo ed individuale dei nostri.

I comandi germanici ed italiani, gli uni che dirigono le operazioni in quel settore, sono veramente atomi e pernessi dell'infelicità dei loro studi messi in pratica sul suolo iberico. La fermezza del VERO popolo spagnolo ha dimostrato la poca utilità dell'aviazione come arma decisiva nella futura guerra.

I costri soldati che, personalmente, hanno provato gli effetti dei bombardamenti aerei, si sono convinti che non vi è miglior arma combattiva del coraggio. E sopportano, con forte cuore, i criminali bombardamenti ma, quando le masnade di traditori si lanciano all'assalto delle posizioni che, logicamente, dovrebbero essere ormai sfuggiate, scaturiscono come per incanto dalla terra sconvolta ed oppongono al loro cammino tutto il vigore dei loro petti virili, e l'operazione, minuziosamente studiata con tutte le risorse della strategia italo-germanica, fallisce in pieno. Malgrado tutto però non si decidono, i vigliacchi dell'altra sponda, a contrapporre al coraggio dei combattenti leale, il valore personale.

Aumentano ogni giorno le aggressioni aeree. Ora è entrato in scena un nuovo tipo d'aeroplano ancora più criminale degli altri. Si tratta di un « Breda » di gran potenza con bombe del massimo calibro caricate a mitraglia. Ci hanno avvistato: — « Attenzione, compagno che arriva il « Breda ». E' il più criminale di tutti! Corpo a terra! ».

Infatti, lontano, sull'orizzonte, alto nel cielo limpido, si profila il « Breda » che, all'arrivare sulle linee repubbliche, piomba a picco quasi sulle teste dei nostri coraggiosi combattenti e getta il suo carico criminale. Fortunatamente, neppure con questo nuovo apparecchio mortifero, si abbassa il morale dei nostri invincibili lottatori.

Entriamo nella seconda quindicina della feroce controffensiva, ma tutte le vane rettificazioni imposte alle linee dell'Esercito Popolare sulla destra dell'Ebro continuano ad essere insignificanti, mentre le divisioni fasciste, altrate dal fulgore della battaglia, spariscono a poco a poco annientate dalla resistenza dei nostri. Dal corrispondente di « Umbral ».

La consegna libertaria

Al 250 mese di guerra contro l'invasione del fascismo internazionale, le prospettive immediate sono molto più incoraggianti per la nostra causa che non quelle di qualche mese fa. Tutte le predizioni disfatiste, diffuse da agenti del nemico sono cadute una dopo l'altra, come falironi, praticamente, tutte le furiose offensive che le forze dell'invasore hanno scatenato contro le nostre linee.

Gli obiettivi agognati dal nemico in Levante, Sagunto e Valenza, hanno dovuto essere abbandonati dopo la nostra operazione sull'Ebro. Da parecchi giorni il grosso delle sue forze si è rovesciato interamente su questo fronte ma, malgrado l'enorme spreco di materiale e d'uomini, non ha ottenuto che una leggera rettificazione delle nostre linee.

E continua, così, l'incessante logorio degli effettivi fascisti, molto superiore a quello sofferto dai difensori della libertà, giacché la fretta dei capi fascisti che vogliono vittorie rimbombanti, li obbliga a impegnarsi a fondo. Ma è tutto inutile, devono perdere irremissibilmente.

I combattenti ed i lavoratori della Spagna leale, hanno perfettamente assimilato la consegna di « resistere ». Essi sono la resistenza fatta carne e forza viva, quella resistenza che ha annullato, non solo i piani immediati del nemico che abbiano di fronte, ma anche tutte le macchiarie combinazioni internazionali che volevano colpire alle spalle il popolo spagnolo.

Con la constatazione della nostra forza innegabile di resistenza, è rinata, negli ambienti esteri, la speranza di una possibilità d'intervento democratico straniero, allo scopo d'imporre una mediazione, previo armistizio, e la conseguente ritirata di combattenti stranieri.

Questi piani sono sempre stati per noi poco chiari, giacché sempre hanno voluto ignorare la volontà del popolo spagnolo, credendo di potergli imporre soluzioni strane.

Oggi, come un anno fa, e come al principio della guerra, il movimento libertario spagnolo, che ha dato le sue mi-

glori energie per la vittoria antifascista, mantiene i medesimi punti di vista, cioè totterà sino alla vittoria piena e completa del popolo che ha dimostrato chiaramente che, al disopra di tutto sta la sua dignità e la sua libertà.

Sappiamo che, forse più difficile che la vittoria, è impedire che essa sia menomata, burlandosi, una volta di più della gran massa popolare. Ma il movimento libertario rinnova la consegna di « resistere » e vigila attentamente perché il popolo non sia ingannato e tutto non finisca in una presa in giro.

Per lor signori della S.d.N.

Cotemplando, persistentemente, e desolatamente, gli Stati sparsi per l'intero mondo, con in prima linea quelli che si chiamano grandi e civili Potenze, nonché tutta la loro Politica internazionale, e vedendo in quelli null'altro che medievali Prigionie, ed in questi null'altro che esercitano delinquenza; io non so come, in Europa, e fuori Europa, non si cominci ancora a fortemente arrossire col continuare a considerare e denominare tempi di modernità e di civiltà i tempi nei quali quelle Prigionie e questa delinquenza continuano ad essere una trionfante e vergognosa realtà.

Contemplando, poi, l'universale movimento a pro della Pace, del Disarmo e delle Riforme economiche e sociali, io non riesco mai a vincere l'infinita pietà ed il forte sdegno che mi suscitano, ad ogni istante, tutti quei suoi promotori, i quali non ancora comprendono o non vogliono comprendere ancora, che né Pace, né Disarmo, né Riforme economiche e sociali saranno mai possibili, sinché gli Stati non cominceranno a trasformarsi, ovunque da Prigionie in Patrie, e sinché tutta la loro Politica internazionale non comincerà a cessare di essere quella permanente ed universale sequela di delitti indispensabili per la conservazione dei presenti Stati-Prigionie.

La guerra civile, in certi momenti difficili e solenni della vita di un popolo, non è capriccio ma una necessità. Negare ad un popolo il diritto di servirsene è negargli il diritto di esistenza e d'indipendenza.

So bene che essa, ovunque e per qualsiasi motivo scoppia, è sempre un male; ma so meglio che il rimedio per combattere e vincere tale male non è e non può essere riposto in altre mani che in quelle del popolo che ne sia direttamente ed immediatamente colpito. L'intervento di qualsiasi grande Potenza straniera non è e non può essere che il peggiore ed il più detestabile dei rimedi; un rimedio sempre peggiore del male stesso della guerra civile. Ed invero, l'intervento straniero non elimina le cause per cui un popolo ricorre alla guerra civile, ma le centuplica. Per quale altra causa un popolo ricorre alla guerra civile se non per quella di ottenere con la rivoluzione quella forma di Governo che gli è vietato conseguire con le elezioni? Ora l'intervento straniero che altro fa se non impedire che un popolo abbia quella forma di Governo che più gli garbi? Ed impedendo ciò fa altra cosa che accrescere e perpetuare le cause del male della guerra civile?

Che valore possono mai rappresentare le perpetue ipocrisie e mistificazioni di Congressi e Conferenze — diplomatiche ed interparlamentari, nazionali od internazionali — quando tutti i Capi di Stato e di Governo, tutti i rappresentanti politici e cittadini che le promuovono, vi partecipano o vi aderiscono, mentre dentro di esse parlano di Pace e di conservazione della Pace « preziosa ed amato bene », fuori, tutta la loro Politica internazionale non è che una permanente e sistematica coltivazione di cause di guerre e di armamenti? Il loro valore, per me, è perfettamente identico a quello di riunioni ed associazioni repubblicane, nelle quali i fautori della Repubblica si beassero e s'ingorgolissero della semplice partecipazione dei più notoriamente fanatici ed incrollabili sostegni della Monarchia per nulla disposti a cessare di essere fanatici ed incrollabili sostegni della Monarchia.

Fatti e non ciance ci vogliono, per la vera Pace e per il disarmo effettivo ed efficace. Per questa profonda convinzione e vivissima fede, i propugnatori del pacifismo redentore e pacificatore non possono ricordare né festeggiare avvenimenti che null'altro rappresentano che sterili ventate di ciance: avvenimenti come le due avvenute Conferenze dell'Aja, che non mi stancherò mai di definire « la più grande e colossale delle ipocrisie e mistificazioni politiche e diplomatiche »; le due famigerate Conferenze che si dissero della Pace e del disarmo, ma che di tutto si occuparono meno che della Pace e del disarmo.

Eduardo CIMBALI.